

Les documents de L'ECONOMISTE



GROUPE ECO-MÉDIAS LA FINE POINTE DE L'INFO



groupe
ECO•MEDIAS
Les pros de l'info.

1^{er} groupe média du Maroc, Eco-Médias s'investit pour vous offrir une information de qualité... depuis 31 ans !

145 personnes qualifiées dont plus de 60 journalistes et correspondants, deux quotidiens de référence, une radio, une école, une imprimerie et 1 seul objectif : vous offrir le meilleur de l'info.

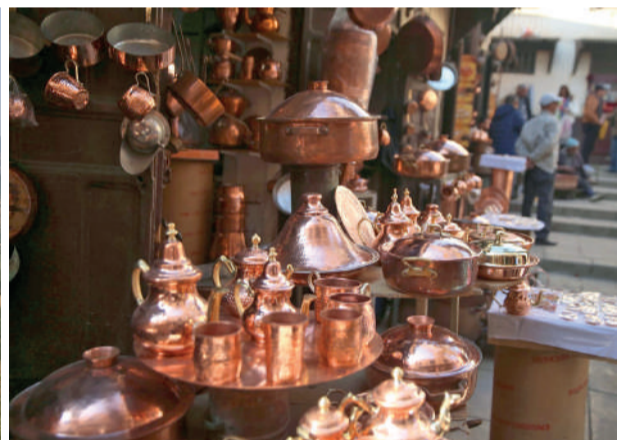
L'ECONOMISTE

الوقائع
ASSARAH

atlantic
radio
L'UNIQUE INFO ECO

ES ECOLE SUPERIEURE
DE JOURNALISME
ET DE COMMUNICATION
— Digital & Communication Academy —

E
ECOPRINT



- Fès, le tournant industriel se confirme II-IV
- Pluie de projets pour renforcer la réindustrialisation VI-VIII
- Investissements : ZAI, PIAC, port sec... des atouts et des défis X
- «Faire de la région un nouveau hub industriel qui compte» XII & XIII
- Fès-Meknès: La nouvelle charte propulsera l'investissement XIV -XV
- Offshoring : Alten affiche de très bonnes performances XVI
- Investissement: Fès veut confirmer sa vocation industrielle XVII
- Industrie: Le coup de pouce de la Chambre de commerce XVIII
- CCIS: «La fonction consultative au cœur de notre mission» XIX
- Plan de développement régional: Plus de 3,7 milliards de DH dédiés à Fès XX



- Les 88 projets structurants qui chambouleront Fès XXI
- La mairie affiche de grandes ambitions XXII-XXIII
- 650 millions de DH pour les projets de la mairie XXIV
- Extension réussie pour l'Université privée de Fès XXVI
- Valorisation de la médina: Le patrimoine séculaire renaît de ses cendres XXVII
- Tourisme: Fès, destination qualifiée du «Maroc centre» XXVIII & XXIX
- Agriculture: Un écosystème agroindustriel en pleine expansion XXX & XXXI



Fès, le tournant industriel se confirme

■ Des plateformes d'accueil opérationnelles et compétitives

■ ZAI, PIAC, technopark... des projets qui chambouleront la ville

INSCRITE dans le plan de relance industrielle (PRI) 2021-2023, la région Fès-Meknès a instauré une vision de développement régionale. Laquelle est baptisée autour de 5 projets (1 MMDH) lancés dans le cadre du contrat programme Etat-Région 2020-2022 (PDR Fès-Meknès). A long terme, les pouvoirs publics veulent positionner ce territoire comme le 1er pôle de l'agro-business et le 3e pôle industriel au Maroc.

En effet, après une décroissance de ses activités industrielles durant les trois dernières décennies, la région de Fès-Meknès est désormais résolument engagée dans une redynamisation de son tissu industriel, orienté vers de nouvelles filières et des secteurs à fortes croissance et valeur ajoutée. Le tissu industriel de ce territoire contribue à hauteur de 5,8% du PIB national du secteur et engendre un chiffre d'affaires à l'export de 4,2 milliards de DH (dont 45% pour le textile et le cuir). La région possède un historique d'industrialisation de plus de 60 ans. Aujourd'hui, elle reste l'une des plus importantes régions industrielles du Maroc, avec ses 1.619 unités extractives em-



Les ZI de Fès ne sont valorisées qu'à hauteur de 60%, en mal d'équipements, et certains sont assoiffés d'opportunités spéculatives. Ceci, alors que les véritables investisseurs manquent cruellement d'espaces. Pour éviter les erreurs du passé, l'octroi de terrains industriels est assorti d'un cahier des charges rigoureux (Ph. L'Economiste)

ployant environ 43.000 personnes. L'agroalimentaire et le textile/cuir représentent à eux seuls 68,7% de la valeur ajoutée de l'industrie de la région. Elle entend s'imposer, aux côtés de Kénitra et Tanger, comme un pôle majeur d'équipementiers automobiles. Elle a d'ailleurs déjà séduit d'importants groupes internationaux comme Alstom, Aptiv ou Yazaki... Et ce n'est pas fini, puisque les autorités se penchent actuellement sur la

création d'une ZAI à Aïn Cheggag (province de Sefrou) sur un terrain de 379 ha. L'étude de positionnement et de placement pour la concrétisation de cette zone est fin prête. Confiée à MedZ, filiale de CDG Développement, l'étude recommande la mise en valeur de huit secteurs représentant un potentiel majeur pour la région estimé à 29 milliards de DH de chiffre d'affaires et 51.000 emplois à créer, à l'horizon 2030. Pour y parvenir,

ZI ex-Cotef

SITUÉE à une vingtaine de minutes de l'aéroport international Fès-Saïss, du port sec ONCF Bensouda ainsi que de l'autoroute Fès-Meknès, la zone ex-Cotef connaît un réel engouement. En effet, l'assainissement du foncier et le lancement d'appels à projets pour la réalisation d'unités industrielles en mode locatif par le CRI Fès-Meknès, ont permis d'amorcer la valorisation de ce terrain de 15,2 hectares (dont 9,4 ha construits) autrefois occupé par le complexe textile de Fès, qui a longtemps été le fleuron de l'industrie du textile au Maroc avant de cesser ses activités en 2005. A fin 2022, la totalité des lots étaient déjà octroyés par la Commission régionale



(Ph. L'Economiste)

unifiée d'investissement (CRUI). Et ce, en se basant sur une méthodologie de sélection multicritères rigoureuse (valeur ajoutée de l'activité, montant de l'investissement, nombre d'em-

ploi, délai de réalisation, export, etc.). Les projets prévus devraient générer plus de 3.863 emplois directs pour des investissements prévus de l'ordre de 571,85 MDH. □

Banque de projets

LANCÉE par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie verte et numérique (MCIEVN), le 25 septembre 2020, dans le cadre du nouveau Plan de relance industriel (PRI) 2021-2023, cette nouvelle stratégie repose sur l'instauration d'une politique de substitution aux importations, le renforcement du capital marocain dans l'industrie, et la décarbonation de l'industrie pour préserver et renforcer l'export. Au total, depuis le lancement de la banque de projets, la Région peut capitaliser sur ses atouts pour accueillir 109 projets potentiels dans les secteurs de l'industrie agroalimentaire, les industries électriques et électroniques, la mobilité et transports, l'industrie textile, l'industrie du cuir, les industries chimiques et parachimiques, les matériaux de construction, la plasturgie et les industries mécaniques et métallurgiques. □

(Suite en page IV)





ALLEN MAROC

WWW.ALLEN.MA

Filiale du
groupe ALLEN,
leader mondial
de l'ingénierie
et du conseil
en technologie



MARS 2023

Fès, le tournant industriel se confirme



(Suite de la page II)

l'étude suggère la mise en place de trois plateformes dessinant la nouvelle ZAI. Il s'agit d'une plateforme Agro/Produits du terroir, une plateforme Green Textile District et une plateforme Tech et Mobility. Pour ses initiateurs, la ZAI d'Aïn Chegag représente un enjeu crucial pour le développement d'une industrie exportatrice au niveau de la région. Ce projet devrait redonner confiance aux opérateurs et les doter d'une vision « basée sur les indicateurs économiques ». Il en est de même pour l'aménagement du parc industriel d'Aïn Chegag (PIAC). Celui-ci s'étalera sur une superficie de 81 ha. Il constitue un nouveau noyau d'activités très prometteur pour la commune de Aïn Chegag et devrait, à terme, générer 7.600 emplois directs. Le coût global prévisionnel de réalisation du projet est de l'ordre de 303 millions de DH. La gestion du parc sera assurée par la CCIS de Fès-Meknès, tandis que sa gouvernance sera confiée à un comité central présidé par le ministère de

Un technopark aussi

LE projet du technopark de Fès qui est en cours de réalisation s'étale sur 7.159 m². D'un coût global de 55 millions de DH, ce projet a pour objectifs d'accélérer le développement économique et social de la Région, de créer un incubateur régional pour les projets innovants et d'encourager la création de startups. Ce projet est financé par le Conseil régional à hauteur de 30 MDH, par le Conseil de la Commune de Fès à hauteur de 20 MDH et par la société MITC à hauteur de 5 MDH. Ce technopark comprend un incubateur, un espace co-working, un Fab lab, un studio de production cinéma, TV, musique, banques, assurances, poste, télécoms, espace restauration, salle de sport, etc. □



l'Industrie, un comité régional présidé par la wilaya de Fès-Meknès, ainsi qu'à une commission d'attribution et de suivi de la valorisation du projet. Ce projet se divise en deux zones dis-

tingentes. Une zone industrielle dédiée aux métiers du cuir et à leur écosystème, qui occupe 50 Ha. Tanneries, unités de mégisserie, de maroquinerie et de fabrication de chaussures y

bénéficieront d'une bourse de cuir, d'une zone logistique, de multiples activités de support et services ainsi que de showrooms. Sa deuxième composante est une zone industrielle généraliste de nouvelle génération de 31 Ha. Répondant aux meilleurs standards internationaux, elle inclut notamment une station d'épuration des eaux usées (Step) conçue pour traiter les effluents et les nuisances écologiques. Elle met également à disposition des opérateurs économiques des services à forte valeur ajoutée, formation et logistique entre autres. Notons que le PIAC sera réparti en 239 lots de terrains industriels. Pour sa part, la ZI de Aïn Bida (80 ha) contera 300 MDH et devra générer 5.000 emplois. L'octroi de ses lots sera assorti d'un cahier des charges rigoureux dans le but de couper court avec les spéculateurs. Signalons à juste titre que les ZI de Fès ne sont valorisées qu'à hauteur de 60%, en mal d'équipements, et que certains sont assoiffés d'opportunités spéculatives. Ceci, alors que les véritables investisseurs manquent cruellement d'espaces. □

Y.S.A

L'écoparc Fès- Saïss

CONSTRUCTION DE LA ZONE DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE 4.0 FEZ SMART FACTORY

FONZID



INDICATEURS CLÉS



PORTÉ par la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc, le l'écoparc industriel Fès-Saïss sera étalé, dans un premier lieu, sur 20 hectares et sera réalisé grâce à un partenariat entre le ministère de l'Industrie, du Commerce, le ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique, et le Conseil régional Fès-Meknès. D'un coût global de 113,4 millions de DH, cette zone sera répartie en 118 parcelles industrielles locatives. S'agissant de l'octroi des lots, il répondra à deux modes de mobilisation, soit le loyer des bâtiments industriels prêts à l'emploi à partir de 30 DH/m², ou la location des terrains industriels à partir de 4 DH/m²/mois. Le projet générera 2.000 emplois directs et 1.500 indirects. □

Fès smart factory

INITIÉ par l'université Euromed en partenariat avec la CGEM, la région et le Fonziid, Fès Smart Factory est en cours d'aménagement. Les activités du projet portent sur la Recherche et Développement, l'Ingénierie et l'Innovation Technologique. Le projet vise à accompagner les porteurs de projets et les startups à développer des solutions innovantes intelligentes pour les besoins des transitions numérique et énergétique. S'étalant sur 11ha, FSF nécessitera 104 millions de DH d'investissement. Dotée 93 lots d'innovation, cette zone sera composée d'un centre de valorisation, de transfert et d'innovation technologique 4.0 (CVTIT) (incubateur 4.0), un accélérateur des startups 4.0, des Laboratoires de R&D, un Centre de prototypage rapide (Fabrication additive), et d'un Business Center 4.0. □



Perspectives de croissance 2023

85%

De croissance sur
l'IT

70%

De croissance sur
l'Aerospace,
Automotive & Rail

20%

De croissance sur
les Télécoms et
Média

À propos d'ALLEN

Dans le monde, le Groupe ALLEN, leader de l'Ingénierie et du Conseil en Technologies (ICT), réalise des projets de conception et d'études pour les grands comptes industriels, télécoms et tertiaires.

Créé en 1988, présent dans plus de 30 pays, le Groupe ALLEN a réalisé un chiffre d'affaires de 3,783 milliards € en 2022 et compte actuellement 54 100 collaborateurs, dont 88% d'ingénieurs.

Implantations à l'international dans plus de 30 pays : Europe (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Pays-Bas, Royaume-Uni), Amérique du Nord (Canada, USA), Asie (Chine, Inde, Singapour), Maroc, Moyen-Orient.

Références clients : Airbus, Total, Volvo, Orange, Alstom, PSA, Renault, Bouygues, SFR, EDF, Volkswagen, BMW, BNP Paribas, Thales, Société Générale, Technip, ENGIE...

À propos d'ALLEN MAROC

Installé au Maroc en 2008 avec l'inauguration de son premier site de production à Fès, ALLEN Delivery Center Maroc est aujourd'hui présent à Rabat, Casablanca et Tétouan et emploie plus de 1 800 collaborateurs.

Elu meilleur employeur en 2019 et partenaire de nombreux projets novateurs, l'ALLEN MAROC met le capital humain et l'innovation au cœur de ses priorités.



Pluie de projets pour renforcer la réindustrialisation

■ Zones industrielles, éco-parc et technopark... les secteurs productifs en priorité

■ 8 milliards de DH d'investissements et 25.400 emplois directs projetés

LA ville de Fès connaîtra un bel essor. C'est ce qui ressort du programme présenté dernièrement au siège de la wilaya de Fès-Meknès. Programme qui totalise 82 projets phares dont l'investissement global s'élève à 8,02 milliards de DH. «*Notre territoire est riche en matière de planification et de programmes de développement élaborés en concertation avec les différents acteurs impliqués*», a souligné d'emblée Essaïd Zniher, wali de la région Fès-Meknès, gouverneur de la préfecture de Fès. «*L'objectif de ces projets est d'améliorer la qualité de vie, renforcer l'offre territoriale et booster le climat des affaires*», affirme le responsable territorial.

En effet, la préfecture de Fès est engagée dans la réalisation de 82 projets ayant un impact socio-économique et culturel. Dans ce lot, 51 projets, d'une valeur de 3,1 milliards de DH, sont achevés ou en cours de réalisation. 24 autres (d'un montant global de 3,721 milliards de DH) relèvent du Programme de développement régional (PDR). Une fois réalisés, ces projets permettraient de générer quelque 25.400 emplois directs.

En attendant, les chantiers lancés concernent des secteurs



Fès est engagée dans un processus de redynamisation de son tissu industriel, orienté vers de nouvelles filières et des secteurs à forte valeur ajoutée. Ce ne sont pas moins de 8 milliards de DH qui sont investis pour booster les secteurs productifs (Ph. YSA)

productifs (industrie, service-logistique, artisanat et tourisme), des secteurs tertiaires et sociaux (enseignement-formation professionnelle, culte, culture, jeunesse et sport, économie sociale et solidaire), et des secteurs supports aux secteurs productifs (eau, électricité, aménagement et mise à niveau urbaine), sans oublier les projets menés par la commune de Fès.

La ventilation de ces projets montre bien que «la Région est engagée dans un processus de redynamisation de son tissu industriel,

orienté vers de nouvelles filières et des secteurs à forte valeur ajoutée et devant métamorphoser le paysage économique de la préfecture de Fès», note Yassine Tazi, directeur du Centre régional d'investissement (CRI) Fès-Meknès. Parmi les projets phares figure l'aménagement de la zone de l'ex-Cotef, dont la totalité des lots sont déjà attribués. Cette zone de 15,2 ha de superficie (dont 9,4 ha construite) a généré, à elle seule, des investissements de l'ordre de 571,85 millions de DH, ainsi que

la création de 3.863 emplois. «*Il y a aussi la construction du parc industriel d'Aïn Cheggag sur un terrain de 81ha (303,1 millions de DH d'investissement), dont les travaux dépassent 50%, la réalisation du projet «Fez Smart Factory» (104 millions de DH) sur 11ha à l'Université Euromed de Fès, et la construction de la nouvelle zone industrielle (NZI) Aïn Bida (300 millions de DH). Ces projets devront créer quelque 12.840 emplois*», énumère Tazi. A ces projets s'ajoutent la nouvelle zone d'accélération industrielle Aïn Cheggag (500 MDH), le parc d'exposition internationale (64 MDH), ainsi que les projets de création de l'éco-parc Fès-Saïss (113,4 MDH), le technopark de Fès (55 MDH), et la zone logistique multi-flux Ras El Ma (300 MDH).

Outre l'industrie, le secteur de l'artisanat a eu également sa part. Les projets y afférents devront contribuer à faire de la région un pôle de rayonnement artistique et un centre de production et de commercialisation par excellence.

(Suite en page VIII)



Feuille de route

SONT également prioritaires dans la feuille de route de la ville, le renforcement de l'offre de soins et des plateformes d'enseignement et de recherche, l'appui à l'insertion des jeunes, outre l'amélioration de l'attrait culturel et sportif. Pour les décideurs de la région, ces projets se veulent inclusifs et pérennes et tendent à garantir un développement harmonieux.

Une ambition partagée par les différents acteurs (wali, président

du conseil régional, CRI, CGEM, CRT etc) et qui accélèrent la concrétisation du renouveau de la cité millénaire.

Pour «favoriser cette renaissance», les décideurs entendent booster l'attractivité de leur territoire.

Et ce, à travers l'amélioration du transport (dédoublage des voies Fès-Taounate, et Fès-Ifrane), l'équipement et la mobilité, le renforcement de l'offre de soins, outre

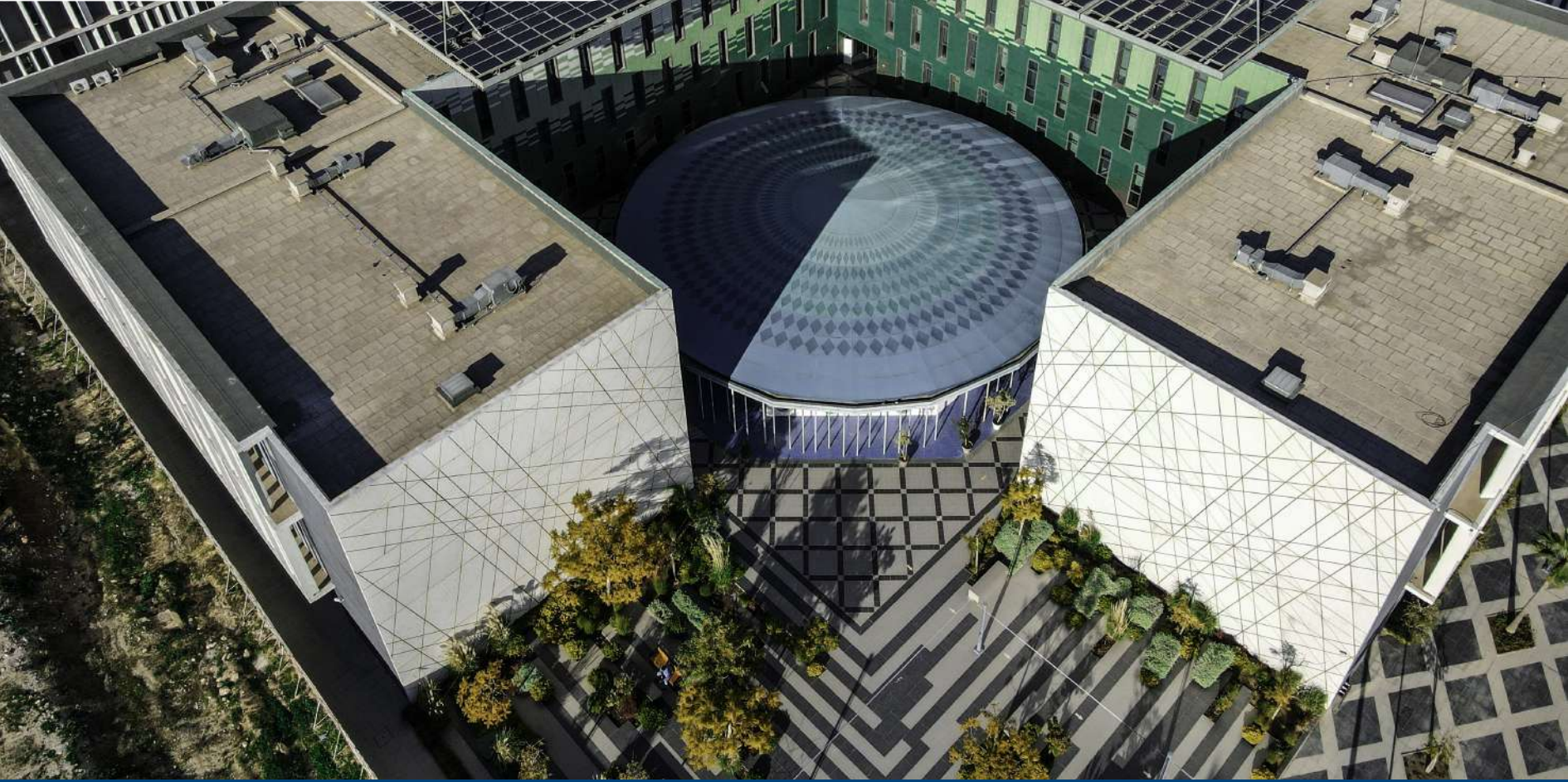
le développement de l'emploi et de la formation et l'appui des projets de recherche et développement (R&D).

Signalons à ce titre que la future Cité des métiers et des compétences (CMC) qui sera édifiée à Fès a déniché 8 secteurs d'activités majeurs, en phase avec l'écosystème de la région (industrie, digital & intelligence artificielle, agriculture, artisanat, hôtellerie & tourisme et santé). □



الجامعة الأورومتوسطية بفاس
EUROMED UNIVERSITY OF FES
UNIVERSITÉ EUROMED DE FÈS

Institution d'Utilité Publique à But non Lucratif



Eco-Campus et infrastructures **d'enseignement et de recherche aux meilleures normes internationales**

Des formations **en double diplomation avec les meilleures institutions de l'Espace Euromed**

Environnement International **avec 43 nationalités**

Enseignement **en français et en anglais**

Diplômes reconnus par l'État

Inscriptions ouvertes

www.ueuromed.org



Université Euromed de Fès

Route de Meknès (Rond point Bensouda), 30 000, Fès - MAROC

Tél : +212 (0) 5 38 90 90 00 - Fax : +212 (0) 5 38 90 31 38

contact@ueuromed.org / www.ueuromed.org / facebook.com/ueuromed.org

Pluie de projets pour renforcer la réindustrialisation



(Suite de la page VI)

C'est l'ambition du projet de réaménagement de la zone des activités artisanales de Benjallik qui est en cours de finalisation. D'un investissement de l'ordre de 16 MDH, ce chantier devrait contribuer à la création et à la préservation de 6.184 emplois. Les projets de réaménagement de la zone artisanale de Aïn Bida (60 MDH) et ainsi que celui du centre de promotion et de commercialisation des produits de dinanderie ne sont pas en reste.

«Ces projets, ajoutés aux programmes de réhabilitation de la médina, ont engendré un effet de levier. Grâce à ces chantiers, le secteur du tourisme et de l'artisanat connaissent une forte impulsion», estime le wali, rappelant enfin que «le secteur du tourisme est en croissance continue au niveau de la région Fès-Meknès avec une capacité litière de quelque 22.000».

En tout cas, cette ville mérite beaucoup plus que cela dans la mesure où ce musée vivant devrait attirer plusieurs millions de tou-

Projets à fort impact socio-économique et culturel

27 projets (3 839 MDH)

Nombre de projets sous le PDR

+26 100 directs (hors ZAI)

Emplois projetés

25 projets achevés et 27 en cours de travaux (5 077 MDH)

Etat d'avancement

9 363 MDH

Montant d'investissement

88 Projets phares

Fès est engagée dans un processus de redynamisation de son tissu industriel, orienté vers de nouvelles filières et des secteurs à forte valeur ajoutée. Ce ne sont pas moins de 9,3 milliards de DH qui sont investis pour booster les secteurs productifs

(Source: Centre régional d'investissement de Fès-Meknès)

ristes. Ce n'est pas d'ailleurs fortuit que Fès est élue cette année

«meilleure destination culturelle mondiale», par la communauté de

Tripadvisor. □

Youness SAAD ALAMI

L'ACCÈS ARCHIVES

Nouveau

- ✓ Les éditions du journal sont disponibles 7 jours après la première parution
- ✓ Accès illimité aux 32 années d'archives
- ✓ 40% moins cher que l'abonnement

700 DH TTC/an

L'ABONNEMENT

- ✓ L'édition du jour est disponible à 6h du matin
- ✓ Accès illimité aux 32 années d'archives
- ✓ 30% de réduction sur le tarif normal
- ✓ Le journal dès 9h du matin par porteur chez vous*

1200 DH TTC/an

* Uniquement à Casablanca et à Rabat (hors périphéries). La livraison dans les autres villes est assurée par la poste et les délais de livraisons ne sont pas garantis par L'Economiste.

Abonnez-vous au quotidien économique de référence au Maroc !

Abonnez-vous en ligne sur : www.leconomiste.com/abonnement ou contactez-nous au **05 22 95 36 00**

19^e ÉDITION 2023

PRIX DE LA RECHERCHE — EN ÉCONOMIE, GESTION ET DROIT —

Appel à candidature



Vous avez soutenu en **2022**, au sein d'un établissement public ou privé, une thèse de Doctorat, un mémoire de niveau Master ou un mémoire de niveau Bachelor en **économie, en gestion ou en droit économique**, L'Economiste vous invite à vous porter candidat à son prix annuel de la recherche.

La remise des travaux est effectuée par les chercheurs eux-mêmes, physiquement, ou par envoi recommandé, au siège de L'Economiste, à l'attention du Président du jury, accompagnée d'une demande de participation et d'une présentation des travaux. Les candidatures peuvent être envoyées en ligne via un formulaire spécifique disponible sur le site web de L'Economiste.

Prix
*pour la meilleure
Thèse*

40.000 DH

Prix
*pour le meilleur
Master*

20.000 DH

Prix
*pour le meilleur
Bachelor*

10.000 DH

Retrouvez le règlement et le formulaire de participation
sur le site de L'Economiste (www.leconomiste.com/prix-de-la-recherche)

Renseignements auprès de Mme Touria AZLAF : Tel.: 0522 95 36 00

Avec consécration signée L'Economiste



Investissements

Banques, CGEM, CCIS... font du forcing promotionnel

■ Zones industrielles, incitations, RH... mises en avant

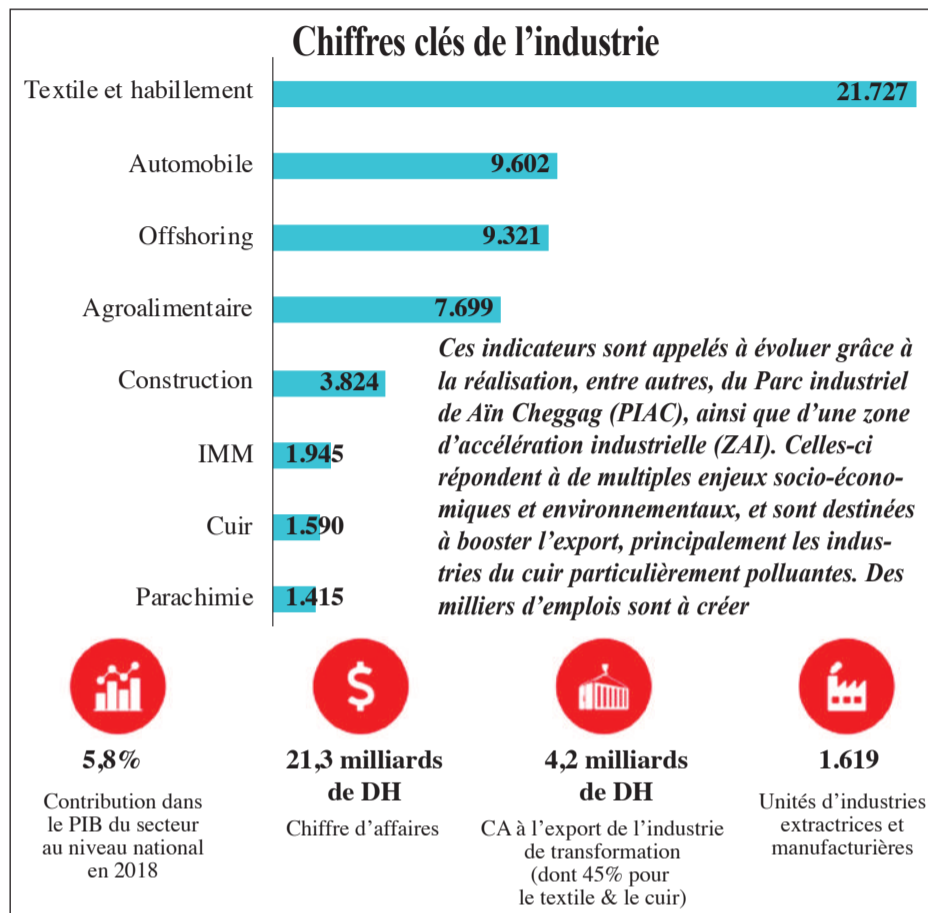
■ Un accompagnement idoine pour les porteurs de projets

FER de lance de l'économie régionale de Fès-Meknès, le secteur du textile et cuir connaît une embellie sans précédent. Surtout durant cette phase de reprise où les différents acteurs s'efforcent d'offrir des produits 100% marocains. C'est ce qui ressort des régionales de l'investissement initiées dernièrement par la Banque Centrale Populaire. L'occasion pour les différents acteurs de faire un diagnostic objectif de la situation économique post-Covid-19. Ainsi, selon les responsables de l'Amith, «*les filières du textile et du cuir qui ont fait la renommée de Fès-Meknès, sont en train de reprendre du poil de la bête*». En effet, ces deux filières concentrent 50% des emplois dans la région. Elles évoluent bien mieux ailleurs qu'à Fès-Meknès, comme dans la région de Tanger, par exemple.

«*Pour impulser ce positionnement, d'importants moyens et projets sont déployés*», rassure Essaïd Zniber, wali de la région, promettant «*un accompagnement idoine pour les investisseurs*». Pour ce responsable territorial, «*Fès-Meknès est appelée à contribuer pleinement à la relance de l'économie, et plusieurs chantiers structurants relevant de différents programmes de développement ont été lancés*». Les enjeux et défis que connaît cette circonscription sont importants et nécessitent une meilleure convergence des actions des pouvoirs publics et du secteur privé. «*Il faut juste promouvoir ce territoire et mettre en avant ses atouts*», estime-t-on.

• Un capital humain

Avec 6 universités et des effectifs de 160.000 étudiants par an et 75.000 bénéficiaires de la formation professionnelle/an, dont plus de 41.339 inscrits dans des établissements publics, la région de Fès-Meknès est le premier pôle universitaire du pays formant 20% des étudiants au niveau national. Cette région est qualifiée de pépinière de diplômés et d'un véritable bassin d'emploi. Elle dispose d'écoles d'ingénieurs et de commerce de renom, ainsi que de la première école d'ingénierie numérique et d'intelligence artificielle en Afrique. En chiffres, la région compte plus de 266 établissements de formation professionnelle publics et privés d'une capacité annuelle de 75.000 places, avec 236 spécialités et métiers. La région sera également dotée d'un pôle universitaire à Aïn Cheggag pour un coût global de 150MDH et d'une Cité des métiers et des qualifications (CMC) de 3.140 places pédagogiques à haute qualification. D'un coût estimatif de 370 millions de DH, celle-ci proposera six pôles de formation autour de l'industrie,



De par son emplacement stratégique, qui lui assure une position de choix, Fès-Meknès est l'une des régions du Maroc les plus développées en termes d'infrastructures. Avec un réseau routier de 8.689 kilomètres, soit 21% du réseau routier national, son réseau autoroutier la reliant aux grands ports du Royaume (Kénitra Atlantique à 1h45 min, port de Casablanca à 2h55 min et Tanger Med à 3h50), son réseau ferroviaire de 200 kilomètres et son aéroport international Fès-Saïss d'une capacité d'accueil de trois millions de passagers qui assure la connectivité de la région aux grandes villes mondiales, surtout après l'ouverture du Terminal 2, «*la région de Fès-Meknès n'a rien à envier aux autres régions*», assure le premier président du Conseil de la région, Youness Er-Rafik. Du même avis, des res-

ponsables de la CGEM Fès-Meknès, la CCIS Fès-Meknès et le CRI affirment «*qu'il faut marketer et commercialiser ces projets pour mieux vendre la région*». En ce sens, Fès-Meknès a entrepris des projets d'envergure dans le cadre du Plan de développement régional (PDR). D'un investissement prévisionnel de l'ordre de 11,2 milliards de DH, ce plan finance, à titre d'exemple, la réalisation du Parc industriel de Aïn Cheggag (PIAC), ainsi qu'une zone d'accélération industrielle (ZAI). Laquelle répond à de multiples enjeux socio-économiques et environnementaux, outre booster l'industrie exportatrice. Dédié principalement aux industries du cuir, particulièrement polluantes, le PIAC a vocation à créer des milliers d'emplois. En attendant, la zone industrielle de l'ex-Cotef est déjà

opérationnelle. D'une superficie de 15,3 hectares, cette zone a fait l'objet d'opérations d'aménagement, de valorisation et de développement. Ce qui a encouragé l'unité Alstom Fès à se déployer une superficie de 3,4 hectares. Dédié à la production d'armoires et de transformateurs électriques et de faisceaux pour les applications ferroviaires et les câblages électriques qui sont installés sur le matériel roulant d'Alstom, l'unité emploie plus de 3.000 postes. Il en est de même pour Maroc Modis qui a inauguré sa nouvelle usine (ex-Cotef) il y a quelques mois. S'y ajoute aussi la future zone industrielle Aïn Bida qui s'étend sur une superficie brute de 80 hectares et qui devra mobiliser 200 millions de DH d'investissement, pris en charge à parité par le ministère de l'Industrie et du commerce et la région de Fès-Meknès. Dans le pipe également le projet de la ZI de Ouislane dédiée aux filières du textile et habillement, énergies renouvelables, automobile, chimie et parachimie, montage électrique et BTP. Signalons enfin que la «*Fez Smart Factory*» (FSF) est sur de bons rails. Ayant pour mission d'être un incubateur et une pépinière de startups, cette zone initiée par l'UEMF avec l'appui de plusieurs partenaires (Fonzid, MCC, CGEM, Conseil régional...) offre des solutions d'ingénierie pour l'industrie et des laboratoires de recherche et développement. L'incubateur de ladite zone, orienté industrie 4.0, a déjà lancé son premier appel à projets. Les candidats ont déjà soumis des projets dans sept secteurs d'activité, à savoir l'agroalimentaire, les IMME, les énergies renouvelables, le digital et l'intelligence artificielle, le textile et cuir, la chimie et parachimie et enfin les industries biomédicales et pharmaceutiques. □

Y.S.A

l'offshoring, le tourisme et l'hôtellerie, l'artisanat, l'agriculture, l'agro-industrie et la santé. Étalaé sur 11ha, ce projet prévoit un internat d'une capacité de 580 lits.

• L'apport du PDR

Fès reçoit un appui soutenu pour les projets d'enseignement. Ainsi, la construction d'un centre de formation professionnelle du BTP (de 800 places) vient d'être finalisée pour un investissement de 120 millions de DH. Le programme du préscolaire de Fès rafle pour sa part 16 millions de DH pour 64 classes. Les responsables de la région appuient également la construction d'une cité universitaire à Fès pour un montant de 80 millions de DH (2,4ha), la réhabilitation et l'extension de l'institut de technologie appliquée pour une enveloppe de 11,3 millions de DH, outre la création d'un incubateur de projets à l'UEMF pour un budget de 24,7 millions de DH. Notons que ces projets reçoivent des subventions dans le cadre du PDR. □



Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur



المركز الجهوي للإستثمار فاس مكناس
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏ ⵏ ⵏⵓⵙⵏⵉⵙⵜ ⵏ ⴱⵉⵎⴻⵏⵏ ⵏ ⴱⵉⵎⴻⵏⵉⵙⵜ
Centre Régional d'Investissement Fès - Meknès

La région de FÈS-MEKNÈS

Pôle de croissance et d'attractivité des investissements



Infrastructures
développées



Positionnement géographique
stratégique



Patrimoine naturel
et culturel unique



Premier pôle
universitaire au Maroc
avec 6 universités



Environnement des affaires
favorable et offre régionale
incitative



Accompagnement
privilegié des investisseurs
et porteurs de projets



www.fesmeknesinvest.ma



«Faire de la région un nouveau

Zone d'accélération industrielle, Smart Factory, Aïn Bida... Omar Tajmouati défend l'offre territoriale. Pour le président de la CGEM Fès-Meknès, le climat des affaires est propice à l'investissement. Et, toutes les parties prenantes à la promotion et la facilitation de l'investissement industriel à Fès travaillent de concert pour améliorer le climat des affaires et les résultats sont perceptibles. «Les autorités locales aident à aplanir tout ce qui peut entraver l'investissement», affirme-t-il.

- L'Economiste: Comment la ville de Fès pourrait-elle retrouver sa vocation industrielle?

- Omar Tajmouati: La ville de Fès dispose actuellement d'atouts considérables propices à la revitalisation de son secteur industriel. Il faut d'abord souligner que les habitants de la ville et de sa région gardent une forte culture et savoir-faire industriels. L'industrie est dans l'ADN de notre ville. Ce fac-



«Il est important de lancer de vraies campagnes marketing qui mettent en avant les avantages en faveur des industriels, la qualité de vie et les autres atouts de la ville de Fès en faveur de la revitalisation de l'industrie», indique Omar Tajmouati, président de la CGEM Fès-Meknès (Ph. YSA)

teur humain combiné à la formation de qualité dispensée dans notre région permet aujourd'hui à la ville de Fès de disposer de ressources humaines compétentes et à des coûts compéti-

tifs dans la mesure où les compétences n'ont pas besoin de quitter leur environnement pour aller s'installer dans d'autres villes. L'innovation menée en partenariat avec les 5 universités de la région constitue un atout majeur pour développer de nouveaux produits et services pour les industriels. Par ailleurs, la ville dispose aujourd'hui de foncier industriel répondant aux nouvelles exigences. Plusieurs projets sont en cours de lancement ou de réalisation. Enfin, il est important de lancer de vraies campagnes marketing qui mettent en avant les avantages en faveur des industriels, la qualité de vie et les autres atouts de la ville en faveur de la revitalisation de l'industrie.

- Quels sont les projets phares qui permettront à Fès de se positionner comme hub industriel?

- La reconversion de l'ex-usine textile Cotef dont le foncier a été assaini a donné un nouveau souffle

à l'industrie à Fès. Des entreprises comme Alstom ou d'autres dans le textile notamment ont pu s'y installer aux cours de ces deux dernières années. Il y a des projets en cours de réalisation comme le Parc Industriel de Aïn Cheggag (PIAC) dont la moitié sera réservée à l'industrie du cuir et l'autre moitié à d'autres industries dans les secteurs de la chimie, le textile, les industries métallurgiques et l'agroalimentaire. Situé dans la province de Sefrou, il confortera la position leader de notre région dans l'industrie de la tannerie et du cuir durable. Ce parc est commercialisé à des prix défiant toute concurrence.

- Ne faudrait-il pas aussi lancer de nouvelles zones industrielles?

- La CGEM Fès-Meknès a participé le 12 aout 2022 à la signature d'une convention pour le financement, l'aménagement et la valorisation de la ZI Aïn Bida située à Fès. Cette nouvelle zone industrielle de 80ha, cofinancée par le ministère de l'Industrie et la région Fès-Meknès comprend une zone destinée à la délocalisation des huileries dans le cadre du programme de dépollution de l'Oued Sebou ainsi qu'une zone pour le transfert des dépôts de stockage de gaz. Il y aura également une ZI généraliste, une zone de commerce de gros ainsi qu'une zone d'activités économiques proche du centre-ville afin de booster l'entrepreneuriat. Le rôle de la CGEM est aussi de contribuer à la promotion de ce projet et mobiliser les investisseurs dès sa commercialisation.

- Et pour ce qui est de la zone d'accélération industrielle...

- Le projet de la zone d'accélération industrielle de Fès-Meknès a été

L'ECONOMISTE
LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN



Suivez-nous sur LinkedIn et consultez gratuitement nos dossiers spéciaux

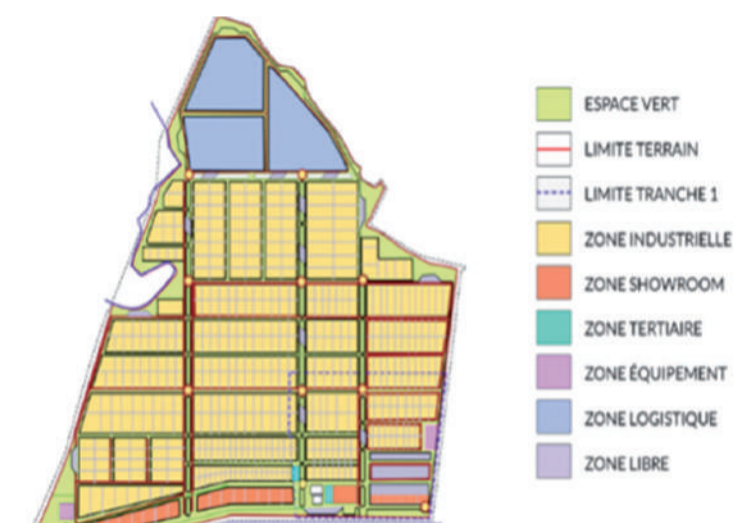


Qu'en est-il de l'industrie 4.0?

DANS ce cadre le projet Fès Smart Factory, initié par la CGEM régionale en partenariat avec l'UEMF, le ministère de l'Industrie, le Conseil de la Région Fès-Meknès, l'Agence de Développement du Digital (ADD), et la société Alten Delivery Center-Maroc domicilié à l'UEMF est aujourd'hui une réalité. Il vise à développer un écosystème durable pour répondre aux besoins d'amélioration de la productivité industrielle et des performances environnementales et sociales et ce, par la mise à profit des concepts de l'industrie 4.0. Ce projet bénéficie du soutien du Fonds des zones industrielles durables (FONZID). Le coup d'envoi des travaux de réalisation du projet de l'écosystème «Fès Smart Factory» (FSF), premier projet innovant du genre au Maroc à être destiné à «l'industrie 4.0», a été donné. La sélection des premiers porteurs de projet de l'écosystème Fès Smart Factory est actuellement en cours. □

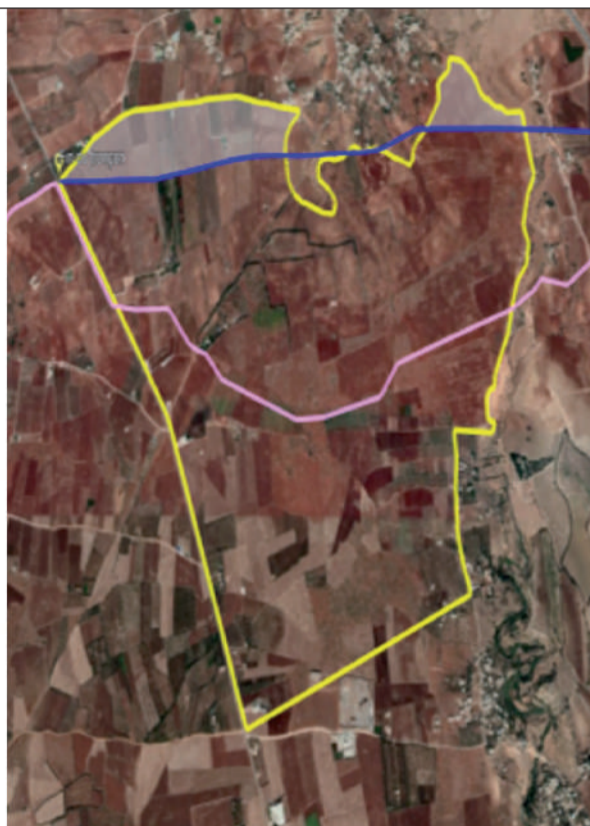
hub industriel qui compte»

Une nouvelle zone d'accélération industrielle



Source: CRI Fès-Meknès

Le projet de la zone d'accélération industrielle (ZAI) de Fès-Meknès a été approuvé en 2022 et les études sont en cours. Ce projet devrait nécessiter 500 millions de DH. Les travaux d'aménagement de la première tranche (42 ha) dureront 36 mois. Une fois opérationnelle, la ZAI permettrait la création de 51.000 emplois à terme



INDICATEURS CLÉS



approuvé en 2022 et les études sont en cours. Cette zone qui sera construite sur 397 ha dont 42 ha pour la première tranche sera dédiée notamment aux entreprises actives dans l'industrie automobile, équipements aéronautiques, fournitures d'énergies renouvelables et évidemment ouverte également aux autres secteurs traditionnels. Nous sommes convaincus que cette zone sera fortement attractive pour les grandes industries nationales et internationales. Elle contribuera à créer à terme quelques dizaines de milliers d'emplois stables et qualifiés dans des métiers à forte valeur ajoutée. C'est pour cela que nous attendons avec impatience de voir des premières usines locomotives s'y installer. Tous ces projets feront de la ville de Fès et de sa région un nouveau hub industriel qui compte!

- L'offre foncière est-elle encourageante pour les porteurs de projets?

- Aujourd'hui, l'offre foncière

est évidemment très encourageante; preuve en est l'offre en locatif de l'ex-Cotef à 5 DH/m² ainsi que la commercialisation de la zone de Aïn Cheggag à 350 DH/m². C'est une opportunité unique qui permet de concentrer l'investissement sur des facteurs productifs plutôt que dans l'immobilisation dans le foncier. Un nouvel appel à projets pour la réalisation d'unités industrielles dans le PIAC vient d'être lancé le 13 février et je suis sûr qu'il connaîtra un grand succès. Surtout que le soutien aux investisseurs principalement sous forme de subventions à travers des actions directes est palpable. On peut évoquer à juste titre la prime à l'emploi ainsi que la mise en place du Fonds régional de soutien aux investissements industriels mais aussi des actions indirectes comme la subvention du foncier industriel pour sortir à des prix attractifs. En somme, toutes les parties prenantes à la promotion et la facilitation de

l'investissement industriel à Fès travaillent de concert pour améliorer le climat des affaires et les résultats sont perceptibles. Les autorités

locales aident à aplanir tout ce qui peut entraver l'investissement.

Propos recueillis par Y.S.A

Ni grèves, ni conflits

AUJOURD'HUI, beaucoup d'entreprises industrielles qui s'adressent au marché national et international sont florissantes à Fès et profitent, d'un capital humain disponible, qualifié et compétitif ainsi que d'autres atouts comme les liaisons aériennes à bas prix vers les principales villes européennes. «Par ailleurs, il n'y a ni grèves, ni conflits sociaux significatifs à relever», rassure Omar Tajmouati, président de la CGEM Fès-Meknès. «Il y a évidemment de nombreux chantiers sur lesquels travail la CGEM en faveur de l'amélioration du climat des affaires mais ils ne sont spécifiques ni à la ville de Fès, ni à la région de Fès-Meknès et qui concernent notamment la fiscalité, l'accès à la commande publique ou encore la simplification des procédures administratives», conclut-il. □

Vous avez une filiale et des clients au Burkina Faso?

NE RESTEZ PAS INVISIBLES !

Communiquez sur l'hebdomadaire économique leader au Burkina



L'ECONOMISTE
DU BURKINA FASO
www.leconomistedufaso.bf

CONTACTS COMMERCIAUX :
eyaguibou@leconomistedufaso.bf
publicite@leconomiste.com
Tél (Burkina): +226 (0) 51 21 23 51 / 64 02 08 09
Tél (Maroc): +212 (0) 522 95 36 00



Fès-Meknès: La nouvelle charte

■ ZAI, Fez Smart Factory et Eco Parc... des plateformes d'accueil aux standards internationaux

■ «Les infrastructures de Fès sont en phase avec les nouvelles priorités du Royaume», rassure Mohcine Jazouli

«Fès-Meknès peut compter sur des secteurs clés et prometteurs dont l'agriculture, l'agroalimentaire, le tourisme, l'industrie, l'artisanat et l'offshoring, pour renforcer son rayonnement». Les propos sont de Mohcine Jazouli, ministre chargé de l'investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques. C'était, le 21 février 2023, lors de la présentation des dispositifs de soutien mis en œuvre dans le cadre de la nouvelle charte de l'investissement. L'occasion pour le



«Fès-Meknès peut compter sur des secteurs clés et prometteurs pour renforcer son rayonnement», a indiqué Mohcine Jazouli, ministre chargé de l'investissement, notant que «l'économie régionale représente près de 8,4% du PIB national, tirée par des secteurs très performants qui s'épanouissent dans un climat des affaires attractif». (Ph. DR)

responsable gouvernemental de revenir sur le climat des affaires dans la région Fès-Meknès et les potentialités de ce territoire dont l'écono-

mie représente près de 8,4% du PIB national.

En effet, l'économie régionale est tirée par des secteurs très performants qui s'épanouissent dans un climat des affaires attractif. L'agriculture et l'agroalimentaire pré-

sentent des perspectives très prometteuses. Le secteur du tourisme jouit d'un capital immatériel enraciné dans une immense profondeur historique. «L'industrie, l'artisanat et l'offshoring, particulièrement compétitifs, participent au rayonnement de la région. Et Al Quaraouiyine enfin préside le premier pôle universitaire du royaume qui ouvre la voie au développement d'une véritable économie du savoir», félicite Jazouli. Pour lui, au-delà des nombreuses réalisations, l'avenir de la région repose également sur des projets ambitieux. Qu'il s'agisse de la Zone d'accélération industrielle d'Aïn Chegag, de la Fez Smart Factory, ou encore de l'Eco Parc. «Ces projets sont en phase avec les nouvelles priorités du Royaume.

Ils sont structurants, innovants et respectueux de l'environnement», estime le ministre. Toutefois, malgré son immense potentiel, la région Fès-Meknès n'est pas exempt de difficultés et les défis auxquels fait-elle face, sont nombreux. «Nous devons ensemble consolider ses réussites, renforcer ses fondamentaux économiques, aller encore plus loin pour hisser encore plus son développement», insiste Jazouli, affirmant que «les territoires doivent actualiser toutes leurs forces et déployer tous leurs atouts...c'est un impératif de la régionalisation

Financer l'édification d'un Etat social

«NOUS vivons un véritable momentum Maroc. Le royaume aborde aujourd'hui une phase nouvelle de son développement caractérisée par l'édification d'un Etat social. Cette phase est fondée par des programmes sociaux audacieux au premier rang desquels la généralisation de la protection sociale, l'élargissement de l'AMO à 22 millions de citoyens, outre des investissements massifs pour réformer les systèmes éducatif et de santé dont le niveau sera considérablement rehaussé. Ces programmes doivent être financés, et c'est pourquoi SM le Roi a érigé l'investissement productif comme levier essentiel de la relance et comme pilier de financement de l'Etat social». En ce sens, des objectifs ambitieux ont été fixés. Entre 2022 et 2026, le montant des investissements privés devrait atteindre 550 milliards de DH, et créer 500.000 emplois. Au-delà des chiffres, le Maroc procède à un changement de paradigmes. D'où la nécessité d'opérer un bond qualitatif en matière de promotion de l'investissement. Aujourd'hui, il faut libérer les énergies du secteur privé afin de maximiser l'impact de l'investissement en terme de création de valeur ajoutée et d'emploi. «L'investissement est ainsi au service de

l'Etat social», résume Jazouli. Et afin de soutenir le momentum Maroc, une nouvelle charte de l'investissement a été récemment adoptée. Celle-ci s'adresse à tous les investisseurs, nationaux comme étrangers, et à tous les investissements, petits et grands. Ceci étant, l'investissement dispose désormais d'une responsabilité, certes économique, mais aussi écologique et sociale. «La réduction des disparités entre provinces et préfectures en matière d'attraction des investissements constitue l'un des objectifs majeurs de la nouvelle charte de l'investissement», est-il précisé. Charte qui vise à atteindre plusieurs objectifs à savoir la création d'emplois stables, la réduction des disparités territoriales en matière d'attraction des investissements, l'orientation des investissements vers les secteurs prioritaires et les métiers d'avenir, l'amélioration de l'attractivité du Maroc afin d'en faire un vrai hub continental et international pour les investissements directs à l'étranger (IDE), et l'encouragement des exportations ainsi que l'implantation des entreprises marocaines au niveau international. □



propulsera l'investissement

avancée». Ce processus de décentralisation, initié par le souverain, constitue une innovation politique majeure. Les territoires doivent ainsi devenir les moteurs de développement socioéconomique du Royaume. Et le ministre chargé de l'investissement, de la convergence et de l'évaluation des politiques publiques d'ajouter: «le gouvernement n'a ménagé aucun effort pour que cet idéal devienne réalité. Ce fut le cas grâce au programme de réduction des disparités territoriales et sociales en milieu rural, à travers les investissements publics importants qui ont permis de mener à bien des projets structurants pour toutes les régions du royaume.

Et en 2023 encore, les investissements publics devraient s'élever à 300 milliards de DH, en augmentation de 22% par rapport à l'année précédente». Ces investissements colossaux d'investissement public ont permis au Maroc de s'imposer comme une terre privilégiée des investissements. Ceci, parce qu'il a été développé partout dans les territoires des infrastructures aux meilleurs standards internationaux (Tanger Med, Dakhla Atlantique et Nador West Med, LGV, 2.000 km d'autoroutes (dont plus de 21% à Fès-Meknès)...etc). En outre, plus de 51 accords de libre-échange nous ouvrent un marché potentiel de 2,3 milliards de consommateurs. Les industries automobiles et aéro-



De l'avis des décideurs de la région, la nouvelle charte de l'investissement devrait propulser les investissements du secteur industriel. Secteur qui jouit de nombre d'atouts dont des zones logistiques, des zones industrielles, des ressources humaines qualifiées...etc. Bref, tous les ingrédients pour hisser l'investissement.

(Source: CRI-invest)



nautiques du Royaume font figure de référence sur tout le continent. «Nos fondamentaux économiques sont solides et source de résilience», note Jazouli. «En comparaison à d'autres pays, l'inflation a été lar-

gement maîtrisée en dépit de la crise énergétique... En somme, notre économie moderne et largement diversifiée a fait du Maroc un partenaire incontournable pour les investisseurs qui renouvellent sans cesse leur

confiance», renchérit-il, arguant que «les recettes d'IDE en 2022 à 38,4 milliards de DH. Ce qui constitue une appréciation de 20% par rapport à 2021 et de plus 45% par rapport à 2020». □

Y.S.A

Implication des banques

S'AGISSANT des entreprises, la nouvelle charte d'investissement instaure un système de soutien aux investisseurs qui s'articule autour de 5 primes communes, une prime territoriale et une prime sectorielle, pouvant bénéficier aux entreprises éligibles sur la base du montant de l'investissement et du nombre d'emplois stables à créer. Ces primes peuvent être cumulées à hauteur de 30% du montant de l'investissement. La prime territoriale vise à encourager l'investissement au niveau des provinces et préfectures marginalisées, alors que la prime sectorielle est accordée à l'ensemble des projets d'investissement relevant des secteurs suivants : le tourisme et les loisirs, le digital, le



transport, l'outsourcing, la logistique, l'industrie culturelle, l'aquaculture, les énergies renouvelables, la transformation et la valorisation des déchets. Pour l'instant, ce dispositif s'adresse aux moyennes et grandes entreprises qui devront répondre à un certain nombre de conditions en matière d'investissement et de création d'emploi.

Il y aura un autre dispositif destiné au TPME. Celles-ci emploient 85% des salariés du privé mais ne représentent que 4% des investissements privés. C'est dire tout le potentiel et l'importance de les soutenir. Dans cette optique, «les banques seront appelées à jouer un rôle important surtout dans les régions loin du

centre», appelle Omar Tajmouati, président de la CGEM Fès-Meknès. De son côté, Yassine Tazi, directeur du CRI Fès-Meknès, a noté que «sur les 88 projets structurants présentés lors de cette rencontre, 60% sont réalisés ou en cours de réalisation au niveau de la région représentant 9,4 milliards de DH». Ces projets, qui devront générer plus de 26.000 emplois, contribuent à enrichir l'offre territoriale en infrastructures et plateformes d'accueil multisectorielles, à renforcer la dynamique des secteurs productifs, à créer de l'emploi, à réduire les écarts territoriaux, à améliorer l'inclusion économique et la qualité de vie des opérateurs économiques et des citoyens. □

Offshoring

Alten affiche de très bonnes performances

■ Il est l'un des premiers à se positionner à Fès Shore

■ Projet d'investissement, recrutement, et extension au menu

INSTALLÉ au Maroc en 2008 avec l'inauguration de son premier site de production à Fès, Alten Delivery Center Maroc est aujourd'hui présent à Rabat, Casablanca et Tétouan et emploie plus de 1.500 collaborateurs. Élu meilleur employeur en 2019 et partenaire de nombreux projets novateurs, le groupe⁽¹⁾ concrétise sa volonté de renforcer sa présence au Maroc. Et ce, en mettant le capital humain et l'innovation au cœur de ses priorités. «Inscrit dans une dynamique de développement, Alten Maroc a initié durant l'année 2022 plusieurs actions, et dresse un bilan impressionnant de son activité. Cela va de la consolidation et la diversification sectorielle, au renforcement des relations avec les différentes composantes de l'écosystème marocain, en passant par la politique RH dynamique», explique le management de l'entreprise.

Sur l'ensemble des projets ayant permis d'être au plus proche des stratégies et objectifs nationaux, prime le programme d'investissement signé avec le ministère de la Transition Numérique et de la Réforme de l'Administration. En effet, ce programme opère en deux phases notamment sur la période 2022 à 2026. La première phase s'étend de 2022 à 2024 pour atteindre un objectif de 1.700 collaborateurs. La deuxième phase de 2025 à 2026 devrait permettre d'atteindre un effectif de 2.000 collaborateurs, et ce, toujours en respectant le taux d'ingénieurs à hauteur de 88%. Dans le même sens, le groupe a signé avec le même ministère, à Taghazout, une convention portant sur le développement de l'écosystème digital au sein de la région Souss-Massa. Cette convention en ces termes, permettra d'initier le déploiement d'actions de formations, de programmes de transformations digitales ainsi que la gestion et l'exploitation du Technopark d'Agadir. «Sa stratégie de développement, sa relation avec l'écosystème



Dans le cadre de sa stratégie de développement, Alten Maroc a inauguré dernièrement son 4e site de production au Maroc dans la zone offshoring Tétouan Shore. Son premier site basé à Fès Shore est l'un des plus performants (Ph. YSA)

marocain, sa couverture nationale consolidée par l'ouverture de son nouveau site à Tétouan Shore signent la solidité d'un modèle mature et pérenne pour l'avenir d'Alten Maroc au sein du Royaume», explique Didier Marchet, directeur des Offshore delivery centers- Maroc, Roumanie Pologne et Inde. Et d'ajouter: «Tous ces paramètres auront permis à Alten Maroc de réaliser une croissance de + de 50%, pour atteindre les 1500 collaborateurs en 2022 et confirmer sa position de leader dans le domaine de l'ingénierie et de conseil en technologie». Quant à l'ouverture du nouveau site de Tétouan Shore, elle a indubitablement marqué l'année 2022. Compte à ce jour, plus de 100 consultants avec un objectif 2023 de dépasser les 200 consultants sur trois domaines majeurs la Supply Chain, la mécanique et la télécommunication, le tout nouveau site de production

contribue déjà à la dynamisation progressive de la région Tanger-Tétouan.

Sur un autre registre, les évolutions technologiques qu'ont connues la majorité des secteurs ont permis au groupe d'étendre ses domaines d'expertise et de renforcer sa présence sur l'ensemble des secteurs (IT services, transport terrestre, télécommunication, Energy & life science, et transport aéronautique). Le bilan de ce développement et ses perspectives font partie d'une stratégie multisectorielle volontariste et dirigée qui assure à l'entreprise un équilibre sectoriel indispensable à la pérennité de son entité.

En termes des ressources humaines, la dynamique du recrutement d'Alten permet d'identifier des profils de haut niveau disposant d'une expertise technique et de soft skills leur permettant de construire une carrière. Leur fidélisation s'appuie sur le renforcement de la qualité de son modèle managérial

et de la communication. L'entreprise place la gestion des carrières au cœur de ses engagements et renforce la satisfaction de ses consultants par des enquêtes leur permettant de soulever les points d'amélioration nécessaires.

Pour rappel, la politique RH d'Alten Maroc favorise le développement des compétences et la diversité des parcours. En 2022, 349 promotions actées soit 27% de la population et 118 mobilités géographiques et fonctionnelles, compte tenu de ces évolutions 59% des managers sont issus du vivier interne. «Le groupe brise ainsi les idées reçues sur les métiers de l'ingénierie, compte dans son effectif 58% de consultant(e)s ingénieurs et constitue son comité de direction de 40% de femmes. Ce nouvel élan de carrière permet au collaborateur d'élargir son réseau dans l'entreprise, ce qui contribue au développement de cette dernière», conclut le management d'Alten Maroc. □

Y.S.A

Meilleur employeur

LA filiale du groupe Alten au Maroc annonce sa participation au programme meilleur employeur pour l'année 2023. L'objectif de cette démarche est d'accélérer son évolution sur différentes thématiques allant de l'intégration à la formation, à la gestion de carrière jusqu'à la rémunération, et également sur tout ce que l'entreprise

propose en termes de communication, RSE, diversité faisant ainsi de la maison de l'ingénieur gage une insertion professionnelle réussie. Notons qu'en 2019, Alten Maroc s'est hissé en 5e position des entreprises appliquant les critères d'excellence RH. Pour la plus grande fierté de ses collaborateurs, elle aspire à être au podium en 2023. □

(1) Dans le monde, le groupe Alten, leader de l'ingénierie et du conseil en technologies (ICT), réalise des projets de conception et d'études pour les grands comptes industriels, télécoms et tertiaires. Créé en 1988, présent dans plus de 30 pays, ce groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 2,930 milliards € en 2021 et compte actuellement 46.000 collaborateurs, dont 90% d'ingénieurs. Parmi ses clients figurent Airbus, Total, Volvo, Orange, Alstom, PSA, Renault, Bouygues, SFR, EDF, Volkswagen, BMW, BNP Paribas, Thales, Société Générale, Technip, ENGIE...



Investissement

Fès veut confirmer sa vocation industrielle

■ Un rebond exceptionnel en 2022

■ Plus de 7,5 milliards de DH d'investissement approuvés

Malgré une conjoncture économique difficile, le CRI Fès-Meknès affiche un satisfecit sur le bilan 2022 qui fait plutôt preuve de résilience. Chiffres à l'appui, le volume d'investissement a cumulé, l'an dernier, 11 milliards de DH. «La Commission régionale unifiée d'investissement (CRUI), qui statue chaque semaine sur les dossiers, a approuvé 278 dossiers en 2022 (+40% en 2021), pour un investissement de 7,5 milliards de DH, soit +44% par rapport à 2021», indique Yassine Tazi, DG du CRI.

- **L'Economiste: Comment la ville de Fès pourrait-elle confirmer sa vocation industrielle?**

- **Yassine Tazi:** Cette dynamique impulsée par le gouvernement, sous les hautes orientations royales, s'appuie notamment sur des stratégies sectorielles ambitieuses, à l'instar du Plan de relance industrielle, qui vise à renforcer le positionnement de l'industrie marocaine sur le plan national et international, ou encore la stratégie de substitution aux importations, qui encourage les opportunités d'industrialisation «Made in Morocco». Cette redynamisation s'appuie également sur des stratégies et programmes de développement régionaux, tenant compte des atouts et potentialités des préfectures et provinces de la région, visant le renforcement de l'offre territoriale et l'amélioration de la compétitivité du tissu industriel.

- **L'offre foncière est-elle encourageante pour les porteurs de projets?**

- L'offre foncière industrielle au niveau de la Région Fès-Meknès est riche et diversifiée. En effet, plusieurs modes de mobilisation sont proposés aux industriels, en locatif ou en cession, à des prix attractifs subventionnés. Par ailleurs, afin d'accompagner cette nouvelle offre foncière industrielle déployée, plusieurs mécanismes incitatifs ont été mis en place au niveau de la région, visant à



«Plus de 40% des dossiers d'investissements traités par la Commission régionale unifiée concernent l'industrie», souligne Yassine Tazi, DG du CRI Fès-Meknès, promettant une palette d'incitatives aux investisseurs et porteurs de projets (Ph. YSA)

encourager le développement d'activités industrielles à forte valeur ajoutée et la création d'emplois. Parmi ces mécanismes, nous pouvons citer le fonds régional de souveraineté industrielle, mis en place en partenariat entre le ministère de l'Industrie et du Commerce, la wilaya de la Région, les préfectures et provinces de la région, le Conseil régional, la Chambre de commerce, d'industrie et de services (CCIS) et le CRI Fès-Meknès. Ce fonds, d'une enveloppe de 55 millions de DH, s'inscrit dans le cadre de la politique de substitution aux importations afin d'encourager la fabrication locale. Le soutien apporté concerne la contribution au financement du prix d'acquisition des machines et équipements indus-

triels neufs (10% du montant), le financement des frais d'études et des expertises techniques, ainsi que la participation aux frais de formation du personnel recruté dans le cadre du projet.

- **Plusieurs entreprises ont également bénéficié de la prime à l'emploi...**

- Tout à fait. La prime à l'emploi industriel, qui intervient suite à une convention-cadre signée le 24 juin 2020 entre le Conseil de la région et le CRI Fès-Meknès. Les entreprises et porteurs de projets privés opérant dans l'industrie et les services à forte valeur ajoutée peuvent ainsi bénéficier de cette subvention, modulable en fonction du nombre d'emplois créés sur une durée de 24 mois. Cette initiative vise à favoriser la création d'emplois dans la région qui offre un potentiel élevé en matière de ressources humaines qualifiées. Par ailleurs, les opérateurs bénéficient auprès du CRI Fès-Meknès d'un accompagnement dédié selon leurs besoins : recherche de solutions de financement adaptées, accompagnement pour l'élaboration de formations spécifiques auprès des partenaires de formation, aide pour le développement à l'export, renforcement des capacités managériales et techniques, accompagnement pour la transition énergétique pour améliorer la compétitivité à l'export, etc.

- **De quelle façon le CRI accompagne-t-il ses investisseurs?**

- A travers les programmes et partenariats mis en place par le CRI et ses partenaires. Nous assurons l'information, l'orientation et le conseil des industriels de la Région concer-

nant les différents dispositifs incitatifs mis en œuvre par le gouvernement afin d'accompagner le développement et la modernisation du secteur, à l'instar du Fonds de développement industriel et de l'investissement (FDII), les offres de Maroc PME, et plus récemment le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et la nouvelle charte de l'investissement, mis en œuvre suite aux hautes orientations de SM le Roi, visant la dynamisation de l'investissement privé pour assurer la relance économique du Royaume.

- **Cette nouvelle charte propulsera-t-elle rapidement l'investissement?**

- Avec un objectif affiché de mobiliser 550 milliards de DH et de créer 500.000 emplois d'ici 2026, la nouvelle Charte de l'investissement sera très certainement un dispositif clé à la dynamisation de l'investissement privé au Maroc, à la création de la valeur ajoutée et au soutien aux TPME. Elle s'articule autour de trois grands axes qui permettront d'atteindre ces objectifs, à savoir des systèmes de soutien inédits, lesquels comprennent tous les investissements, petits et grands, l'ensemble des investisseurs, Marocains et étrangers, ainsi que toutes les régions du Royaume pour assurer une croissance inclusive, verte, durable et orientée vers les métiers d'avenir, des mesures nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires, en vue de faciliter le circuit de l'investisseur, simplifier l'action d'investir et consacrer une atmosphère de confiance pour libérer les énergies, et enfin le renforcement d'une gouvernance unifiée et décentralisée à même de garantir la convergence et l'efficacité des mesures qui seront prises pour développer et promouvoir les investissements. La nouvelle Charte a ainsi pour ambition d'améliorer l'impact des investissements, particulièrement en ce qui concerne la création d'emplois permanents et la réduction des disparités entre provinces et préfectures en termes d'attractivité des investissements. Elle contribuera à ouvrir de nouvelles perspectives prometteuses à l'économie nationale pour réaliser une croissance intégrée et durable, s'inscrivant dans le cadre du chantier royal visant à bâtir l'État social. □

Propos recueillis par Y.S.A.

Dispositifs de soutien

POUR atteindre les objectifs de la nouvelle Charte de l'investissement, quatre dispositifs de soutien ont été mis en place. Le premier, dit dispositif principal, propose des primes pouvant atteindre jusqu'à 30% du montant d'investissement. Ce dispositif comprend trois types de primes: des primes communes, en soutien aux investissements, en ligne avec les hautes orientations royales, les objectifs du nouveau modèle de développement et les priorités fixées par le gouvernement, une prime territoriale additionnelle, visant à encourager l'investissement dans les provinces les moins favorisées, et une prime sectorielle additionnelle, accordant des incitations en vue de dynamiser les secteurs porteurs. Sans oublier enfin les trois dispositifs spécifiques visant les projets stratégiques, le développement des entreprises marocaines à l'international et les TPME. □

Industrie

Le coup de pouce de la Chambre de commerce

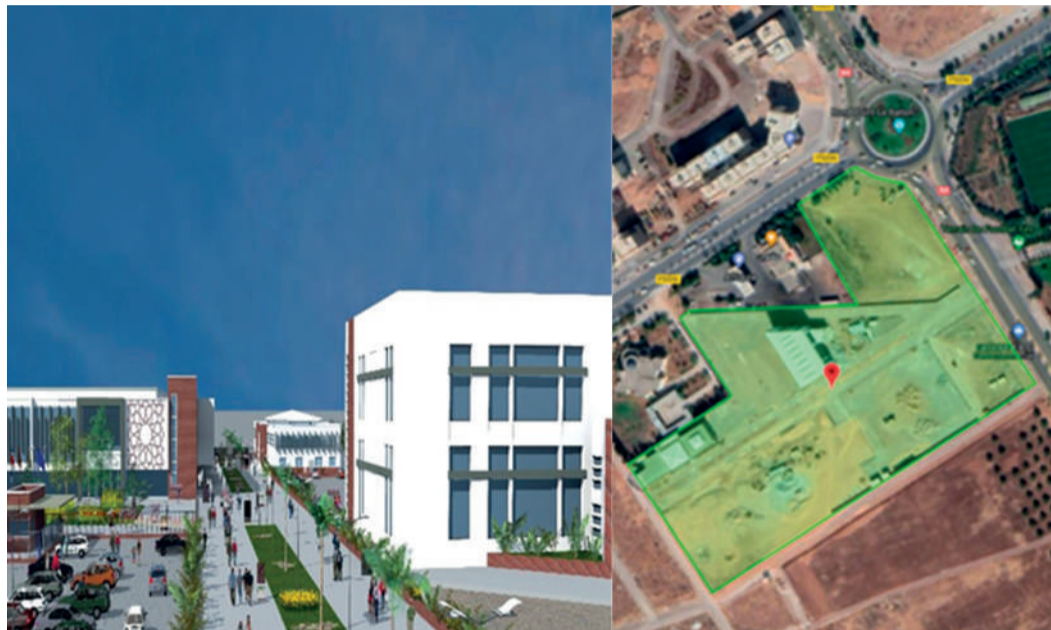
■ La CCIS a créé un fonds régional de soutien aux investissements industriels

■ Objectif: développer l'attractivité et la compétitivité de la région et améliorer le climat des affaires

■ L'accompagnement des opérateurs prioritaire

UNE nouvelle dynamique économique est enclenchée à Fès en particulier et dans la région Fès-Meknès en général. La Chambre de commerce, d'industrie et de services (CCIS-FM) est en quelque sorte le chef d'orchestre qui accompagne les différents secteurs d'activité. «*Soucieuse de jouer pleinement son rôle en tant que vecteur et acteur principal de développement économique, la CCIS œuvre en parfaite complémentarité et partenariat avec les autres acteurs régionaux à préparer un climat et des conditions d'investissement favorables de nature à développer l'attractivité et la compétitivité de la région*», indique Hamza Benabdellah, vice-président de la CCIS. Selon lui, d'importants projets structurants ont été initiés, aussi bien en matière de création et de modernisation des infrastructures d'accueil industrielles, d'aménagement et de valorisation des zones d'activités commerciales, que de développement des services et des prestations orientés usagers.

Ainsi, la CCIS développe plusieurs projets structurants dont le parc d'exposition international de Fès qui va permettre l'animation de la vie commerciale et économique de la région et le développement et la professionnalisation de l'organisation en événements et manifestations de la région. Autre projet phare, le «*Saïss Business Center*», qui vise à améliorer les conditions d'accès à l'entrepreneuriat dans la région en offrant un nouveau cadre, surtout pour la catégorie des services, répondant aux nouvelles tendances internationales: locaux équipés, services de base mutualisés, lieu propice aux échanges, coûts maîtrisés... Selon Benabdellah,



Initié par la CCIS-FM, le projet du parc d'exposition est réalisé en partenariat avec le ministère de l'Industrie, le conseil régional et le conseil communal de Fès pour une enveloppe de 64 millions de DH. Le projet s'étale sur 4 ha et devrait être fin prêt d'ici 2024 (Ph. CRI Fès-Meknès)



la CCIS est également partie prenante dans le développement de la zone industrielle Aïn Cheggag. Elle est en ce sens la première Chambre de commerce marocaine à gérer un quartier industriel. Celui-ci devrait positionner la ville comme pôle d'excellence dans les domaines du cuir, tout en encourageant les unités évoluant dans l'informel à s'intégrer dans un écosystème performant.

Concrètement, la CCIS-FM veut se rapprocher encore plus du

monde des affaires pour accompagner les porteurs de projets, TPE et PME: contacts, écoute, présence sur le terrain et adaptation des offres et services aux besoins d'aujourd'hui (transitions écologique, obtention de subventions, montage de dossiers, innovation, décarbonation...). «*Le renforcement de la communication, la visibilité et la valorisation des offres et projets, et l'amélioration continue des compétences de notre équipe au bénéfice direct des ressortissants,*

sont également prioritaires», indique le vice-président de la Chambre, affirmant que «*le plan stratégique 2022-2027 met en application les éléments nécessaires à cette action de promotion dans les meilleures conditions*».

Parmi les actions, l'amélioration des services d'accompagnement des ressortissants (porteurs d'idées, de projets, investisseurs, opérateurs existants...) à travers la mise à disposition de guichets spécifiques (Ompic par exemple) et de structures d'accueil et d'accompagnement dédiées pour répondre aux questions et problèmes des ressortissants.

La CCIS-FM abrite également les représentations des agences nationales dédiées à l'investissement (Maroc PME), de structures et associations spécifiques (Asmex)... pour être à l'écoute des opérateurs économiques, recueillir leurs questionnements et leurs requêtes et jouer ainsi le rôle d'interface avec ces structures. □

Y.S.A.

Relance industrielle

DANS le cadre de ce rôle d'accompagnateur de l'investisseur, la CCIS-FM a lancé un programme intitulé «*Fonds régional de soutien aux investissements industriels dans la région de Fès-Meknès*». Celui-ci vise les projets industriels s'inscrivant dans le plan de relance industrielle 2021-2023, notamment la stratégie de substitution aux importations du ministère de l'industrie et du Commerce, mentionnés au niveau de la Banque de projets industriels ou similaires. Mis en place en partenariat avec le ministère de l'industrie, la wilaya, le conseil de la région et le CRI, ce fonds qui finance une partie de l'acquisition des machines et d'équipements industriels, de la formation du personnel ainsi que les études et expertises techniques. □



CCIS: «La fonction consultative au cœur de notre mission»

■ **ZI, ZAE, zones franches, foires... La réforme des statuts en 1997 impose une consultation obligatoire**

■ **«Malheureusement, cette obligation n'est pas mise en œuvre de manière formelle» selon Benabdellah**

- **L'Economiste: CCIS? Quelles sont exactement vos prérogatives?**

- **Hamza Benabdellah:** C'est une question d'importance capitale au regard des fonctions et missions dévolues statutairement par le législateur aux CCIS. En effet, en plus de ses missions représentatives, d'animation et d'appui, la



«La CCIS-FM œuvre pour l'amélioration de l'attractivité et du climat des affaires dans la région en intégrant des concepts novateurs qui contribueront à l'émergence d'actions ciblées à même de mettre au diapason notre territoire et ses produits phares», indique Hamza Benabdellah, président de la CCIS-FM (Ph. YSA)



Le parc international d'exposition de Fès devrait coûter 64 millions de DH. Un montant pris en charge par la CCIS, le ministère de l'Industrie et plusieurs partenaires. Ce parc vise à satisfaire les besoins pressants de divers secteurs d'activité et relancer des entreprises constituant l'ossature de base du potentiel économique de la région. Son but est de consolider la compétitivité de la région Fès-Meknès, en tant que destination attractive pour les investissements directs à l'étranger (IDE). L'objectif étant de drainer également bon nombre d'exposants, marocains et étrangers, et ainsi développer le tourisme d'affaires (Ph. YSA)

fonction consultative est au cœur des missions de notre institution. Le débat sur le caractère facultatif de cette consultation tranché depuis la réforme des statuts en 1997 pour imposer tant aux autorités gouvernementales que locales l'obligation de consulter impérativement les chambres sur un certain nombre de questions économiques. Celles

relatives, par exemple, aux projets de textes législatifs et réglementaires liés aux secteurs professionnels qu'elles représentent au niveau national, au devoir de les consulter au niveau local sur divers sujets, tels que l'élaboration des plans d'aménagement urbain et la réalisation de schémas directeurs d'urbanisme ainsi que des plans de

de l'avis des chambres. Malheureusement, cette obligation n'est pas mise en œuvre de manière formelle.

- **Quelles sont les répercussions?**

- Cela empêche les CCIS dans leur ensemble de mobiliser l'intelligence collective pour produire des avis consultatifs, à l'instar de leurs pairs dans un certain nombre d'autres pays particulièrement prolifiques en production d'idées novatrices, ou même d'associations représentant le monde des affaires ayant toute latitude pour élaborer et diffuser livres blancs ou mémoires sur une variété de sujets. Il est certain que la CCIS-FM œuvre autant que possible en se faisant représenter par ses instances élues, à participer à toutes les réunions auxquelles elle est conviée. Et ce, afin d'apporter l'avis, l'expertise et les attentes de ses ressortissants d'autant qu'elle a la particularité d'être la seule institution régionale élue qui dispose d'antennes à tous les échelons géographiques de la région. Ce constat étant, la CCIS Fès-Meknès a porté et continue à le faire le projet de réforme des statuts donnant un droit d'auto-saisine aux chambres pour libérer les énergies et leur permettre de produire des avis consultatifs sur les sujets entrant dans leur domaine de compétence même quand elles ne sont pas sollicitées. □

Propos recueillis par Y.S.A.

développement urbain et rural et la contribution à la réalisation des plans d'aménagement commercial.

- **A quel propos dans l'acte d'investir, faut-il vous consulter?**

- Nous devons être consultés par rapport à la création de zones industrielles et commerciales et de zones franches, la détermination des tarifs des produits et services, l'organisation des foires commerciales dans leur ressort territorial avec obligation pour les chambres de statuer dans un délai maximum de 60 jours et pour les autorités une obligation de justifier un refus

Projets structurants de la région: quel suivi?

INDÉNIABLEMENT, la CCIS-FM a assuré depuis 2015 des rôles multiples d'abord de catalyseur, d'initiateur et de porteur de projets structurants. Ainsi, en est-il de la zone de l'ex-usine Cotef dont le début du dénouement a été acté à l'occasion du 1er Forum économique Fès Meknès en 2017 et qui a permis de réindustrialiser cette zone selon un modèle locatif sans cesse revendiqué par la CCIS pour couper court avec les appétits spéculatifs qui entretenait la rareté du foncier industriel. Il en est également ainsi du parc industriel Aïn Chegag dont le déblocage a fait l'objet d'un lobbying constructif et entreprenant de la CCIS-Fès Meknès à laquelle la mission de gestion dudit parc a été confiée et qui a conforté les décideurs dans la nécessité d'étoffer l'offre foncière dédiée à l'industrie dans la région par l'annonce et le lancement des études de la zone d'accélération industrielle. Last but not least, la CCIS-Fès Meknès soucieuse d'améliorer l'attractivité du territoire en termes de captation des investissements industriels productifs a initié et cofinancé avec d'autres partenaires, dont principalement le conseil de la région, le projet d'un fonds régional de soutien aux investissements industriels. □



Plan de développement régional

Plus de 3,7 milliards de DH dédiés à Fès

• Le conseil régional table sur un développement harmonieux et durable

• Les principales orientations de son budget 2023 sont d'ordre social

LE conseil régional Fès-Meknès finance la réalisation de 24 projets phares ayant un impact socioéconomique et culturel à Fès. Le montant mobilisé pour ces projets, qui s'inscrivent dans le cadre du plan de développement régional (PDR), s'élève à 3,721 milliards de DH. Pour Abdelouahed El Ansari, «la mise en œuvre des projets prévus dans le cadre du contrat-programme Etat-Région garantira un développement harmonieux et durable». Le président du conseil régional croit dur comme fer dans les potentialités de sa circonscription et son avenir. Pour renforcer l'attractivité économique, chambouler la région et booster sa compétitivité, les conseillers régionaux ont adopté un budget de près d'un milliard de DH au titre de l'année 2023.

Basé sur des prévisions triennales, le budget 2023 de la région Fès-Meknès s'établit ainsi autour de 950 millions de DH, contre 903,4 millions de DH pour 2022. En 2024 et 2025, cette enveloppe devrait grimper respectivement à 996,1 et 1.045,9 millions de DH. «Les principales orientations de notre budget 2023 sont à plus de 70% d'ordre social», souligne El Ansari. Élu il y a un an et demi à la tête du conseil régional, ce dernier



«Nous sommes conscients de la situation de crise due aux répercussions de la pandémie et du contexte international, et nous travaillons pour que notre région soit hissée à un rang supérieur», indique Abdelouahed El Ansari, président du conseil régional de Fès-Meknès (Ph. YSA)

affirme que «la région est dotée de moyens importants et qu'elle couvrira par ses projets l'ensemble des préfectures et provinces qui en dépendent». «Nous sommes conscients de la situation de crise due aux répercussions de la pandémie et du contexte international, et nous travaillons pour que notre région soit hissée à un rang supérieur», renchérit-il. Sont prioritaires dans son action, la mise en exergue d'un plan de soutien aux projets des MRE, l'accompagnement des entreprises, l'appui du préscolaire, ainsi que la poursuite des chantiers du Programme de développement régional (PDR) et des projets initiés dans le cadre du contrat-programme Etat-Région. Pour le préscolaire, à titre d'exemple, la Région déblocquera quelque 70 millions de DH pour l'acquisition de véhicules de

transport pour les élèves du monde rural.

S'agissant des chantiers et des appels d'offres, El Ansari affirme «que 8 projets avaient été ajournés à cause de la hausse des prix». En effet, les entreprises qui étaient en charge de la réalisation de ces projets ne peuvent plus assurer leur continuité, faute de l'inflation. Face à cette situation, la Région est obligée de revoir ses prévisions. Quoiqu'il en soit, la ventilation des dépenses de la région 2023 montre que le budget de fonctionnement absorbera quelque 153,4 millions de DH, soit une hausse de 11% par rapport à 2022. Pour sa part, le budget de fonctionnement s'établirait à 795,3 millions de DH (+4% par rapport à l'année d'avant). Cette enveloppe financerait notamment les projets du PDR (107,6 millions de DH), le

programme de réduction des disparités spatiales et économiques (206 millions de DH), la participation de la Région à la mise en œuvre des projets conventionnels (350,6 millions de DH), le remboursement des dettes (32,7 millions de DH), l'aménagement de terrains de proximité (20 millions de DH), outre des études (6,4 millions de DH). En gros, le conseil dépenserait près de 950 millions de DH en 2023. «Nous prévoyons la réalisation de plusieurs projets au profit des différentes préfectures et provinces de la région. Des projets qui nécessitent certes des financements mais aussi une bonne communication auprès des citoyens», souligne El Ansari, ajoutant que «les projets du PDR 2016-2022 se poursuivent et que le nouveau PDR qui est en cours d'élaboration, sera dans la continuité de ce qui a été fait... tout en s'inspirant des directives royales et des orientations prônées par le nouveau modèle de développement».

Pour rappel, Fès-Meknès est la première région à avoir adopté son contrat-programme avec l'État. Au total, 97 projets d'une valeur budgétaire globale de 11,2 milliards de DH sont identifiés dans le cadre de ce pacte, qui a fait l'objet de tractations entre la Région et le gouvernement. Celui-ci prend en charge le financement des projets à hauteur de 6,1 milliards de DH. Le reste est financé par le conseil régional (3,62 milliards de DH), ainsi que les collectivités territoriales (315,5 millions de DH), les établissements publics (580,8 millions de DH) et les bénéficiaires (513,5 millions de DH). □

Y.S.A.

Voie express Fès-Taounate

SELON une décision publiée au dernier Bulletin officiel du 30 janvier 2023, une équipe de pilotage a été désignée pour superviser les travaux de la voie express Fès-Taounate. Instaurée sur décision du ministre de l'Équipement, l'équipe de pilotage devra veiller au respect du calendrier de réalisation et de qualité, ainsi que de préparer et de surveiller les études liées au projet. Elle sera également chargée de la gestion et de la coordination des travaux préparatoires, ainsi que de l'élaboration des rapports sur l'avancement des travaux, la situation des comptes et la gestion des marchés et des contrats, et ce, en étroite coordina-



tion avec la Direction régionale de l'équipement de Fès-Meknès. Signalons que le projet de la voie express Fès-Taounate nécessitera un budget

de 1,56 milliard de DH, dont 485 millions de DH seront pris en charge par le conseil de la région. La direction provinciale de Taounate a lancé dernièrement un appel d'offres relatif à sa première tranche. D'un linéaire de 16 km, celle-ci couvrira 306 millions de DH, et sera financée par la Direction régionale de l'équipement, le conseil régional Fès-Meknès, la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT), l'Agence de développement des préfectures et des provinces du Nord et le conseil provincial de Taounate. Le délai d'exécution est de 18 mois. □

Les 88 projets structurants qui chambouleront Fès

■ Ils prévoient 9,4 milliards de DH d'investissement et plus de 26.000 emplois

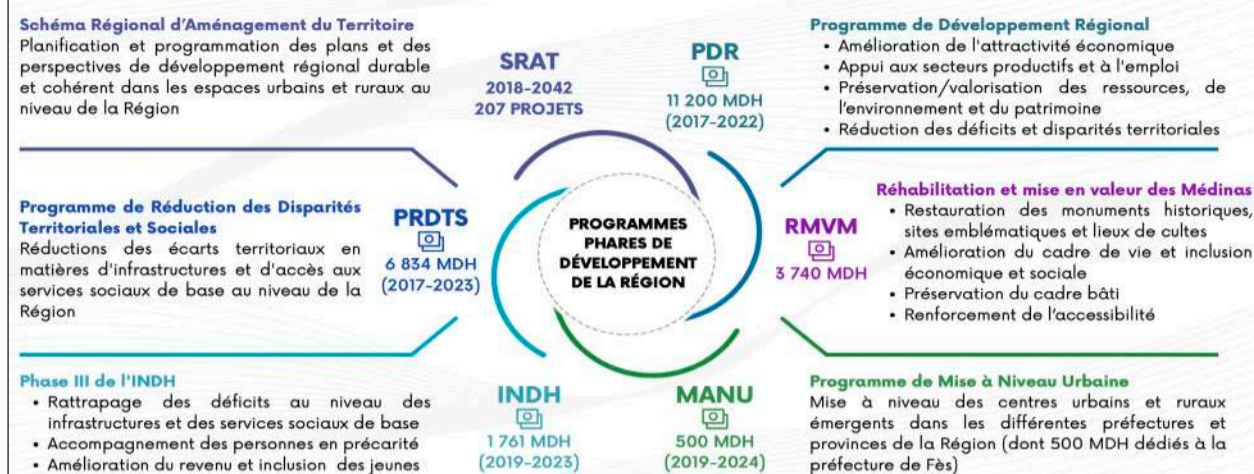
■ Plateformes industrielles, Technopark, parc d'exposition... le détail

L'AVENIR de Fès et sa région repose sur des projets ambitieux, à l'instar de la Zone d'accélération industrielle d'Aïn Cheggag, Fez Smart Factory et l'Eco-parc. Ces infrastructures «sont en phase avec les nouvelles priorités du Royaume et à la fois structurants, innovants et respectueux de l'environnement», a noté Mohcine Jazouli, ministre chargé de l'Investissement. Même son de cloche auprès de Yasmine Tazi, DG du CRI, pour qui, «la capitale spirituelle est engagée dans un grand programme de développement». Celui-ci concerne le renforcement des infrastructures à travers le développement des réseaux de transport, des infrastructures routières, aéroportuaires, énergétiques, etc. Le développement de plateformes d'accueil compétitives, en mode locatif ou en cession, multisecteurs, aux meilleurs normes et standards internationaux, est également prioritaire. Ces projets contribuent à enrichir l'offre territoriale en infrastructures et plateformes d'accueil multisectoriel, renforcer la dynamique des secteurs productifs, créer de l'emploi, réduire les écarts territoriaux, améliorer l'inclusion économique et la qualité de vie des opérateurs économiques et des citoyens.

■ Se positionner comme hub industriel régional

Plusieurs projets structurants ont été programmés dans le cadre du Programme de développement régional (PDR) visant à développer une offre industrielle répondant aux besoins des industriels nationaux et internationaux. «Parmi ces projets, nous pouvons notamment citer l'agropolis de Meknès, sur 147 ha, qui offre une plateforme d'accueil aux meilleurs normes internationales afin d'accompagner le développement de l'activité agro-industrielle et la valorisation des filières phares de la Région», confie Tazi. Offrant 225 lots industriels et support à des prix attractifs, cette zone industrielle offre notamment un agro-parc et un qualipôle alimentation. Le réaménagement de la zone ex-Cotef, au quartier industriel de Sidi Brahim, sur 15 ha, qui propose 23 lots industriels et 3 équipe-

PROGRAMMES INTEGRÉS ET COMPLEMENTAIRES AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE L'IMPULSION ECONOMIQUE DE LA REGION



Plus de 60% des projets phares et structurants de Fès et sa région, sont achevés ou en cours de travaux à date, ce qui témoigne de la dynamique industrielle enregistrée au niveau de la Région.

(Ph. CRI FES)

ments, en mode locatif. Ici, 20 projets industriels sont programmés au niveau de la zone, représentant plus de 570 millions de DH, et contribuant à la création de plus de 3.800 emplois. Pour ses décideurs, la région est engagée dans la diversification des filières industrielles, en capitalisant sur les filières historiques (agro-industrie, textile, cuir...) et en se positionnant sur des filières d'avenir à fort potentiel pour lesquelles la Région possède un avantage compétitif (mobilité durable, industries créatives digitales, etc.). Le développement de clusters, à travers le regroupement d'entreprises d'un même secteur d'activités dans une même zone, favorise le partage de connaissances et de compétences, et la mutualisation des ressources, créant ainsi un environnement favorable pour leur développement.

■ ZI Aïn Bida, Eco-parc, et FSF aussi

L'autre projet d'envergure est celui de la zone industrielle (ZI) de Aïn Bida, sur 80 ha. Celle-ci vient enrichir l'offre en foncier industriel de Fès et offrir des espaces d'accueil adaptés aux besoins exprimés par les industriels de la ré-

gion. La ZI comprendra notamment une zone généraliste sur 30 ha, une zone dédiée aux huileries qui seront délocalisées dans le cadre du programme de dépollution de oued Sebou sur 20 ha, une zone d'activités économiques sur 10 ha, une zone de commerce de gros sur 10 ha, et une zone dédiée aux dépôts de gaz sur 10 ha pour accompagner la structuration et la mise à niveau de cette activité aux meilleures normes environnementales et de sécurité. Pour sa part, l'Eco-parc Fès-Saïss, à proximité de l'aéroport Fès-Saïss, s'étalera sur 20 ha. Ce nouveau parc généraliste offrira près de 120 lots industriels, 9 bâtiments relais et 4 bâtiments dédiés aux services, en mode locatif, à des prix attractifs (entre 6 et 30 DH/m²) aux industriels nationaux et internationaux. Enfin, la Fez Smart Factory, en cours d'aménagement, est le 1er écosystème de l'industrie 4.0 au Maroc. Implantée au niveau de l'Université Euro Méditerranéenne de Fès (UEMEF), cette nouvelle zone de développement dédiée à l'industrie 4.0 s'étalera sur 11 ha. Elle permettra de créer un espace favorisant l'innovation dans le secteur de l'industrie, à travers notamment différents

équipements: incubateur 4.0, accélérateur de startups, laboratoires de R&D, usine modèle, etc.

■ Parc d'exposition et zone logistique

En outre, le parc d'exposition international de Fès, sur 4 ha, qui offrira de nouveaux espaces pouvant accueillir des exhibitions commerciales et autres manifestations, en proposant notamment un hall d'expositions permanentes, une salle de conférences, un centre d'affaires contenant plusieurs pôles d'incubation, de formation, d'accompagnement, de coworking et de networking. «Fès se dotera également d'un Technopark, implanté sur 2 ha, nécessitant un investissement de 55 millions de DH. Ce projet contribuera à la création de plus de 300 emplois», explique le responsable du CRI. Selon lui, le Technopark de Fès offrira notamment des espaces de coworking, une salle de conférences, un fab lab, un studio de production et des services annexes. Ce projet important renforcera l'offre du secteur des services de Fès. Enfin, la Zone logistique Ras El Ma, à Moulay Yacoub, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur des zones logistiques de la Région piloté par l'AMD (7 zones logistiques programmées sur 365 ha). Cette zone, qui s'étale sur 100 ha, avec une première tranche de 32 ha, mobilise un investissement de 300 millions de DH, et offrira un complexe logistique de nouvelle génération comportant toutes les installations et services nécessaires (entrepôts modernes, bâtiments dédiés aux PME/PMI, services aux transporteurs, etc.) en support au secteur de l'industrie. Notons enfin que plus de 60% de ces projets phares et structurants sont achevés ou en cours de travaux à date, ce qui témoigne de la dynamique industrielle enregistrée au niveau de la Région. □

Le Parc industriel de Aïn Cheggag

LE Parc industriel de Aïn Cheggag, à Sefrou, sur 81 Ha, dont 50 ha dédiés à un district cuir et 31 ha à une zone généraliste renforcera également l'offre foncière. Au total, 239 lots sont proposés aux industriels, à des prix attractifs, variant entre 250 et 350 DH/m². Ce projet, qui sera livré mi-2023, a nécessité un investissement de 300 millions de DH et permettra la création de plus de 7.600 emplois. Le parc sera équipé d'une STEP pour traiter les différents rejets, et assurer le respect des normes environnementales, nécessaires notamment pour améliorer la compétitivité à l'export. La zone d'accélération industrielle de Aïn Cheggag (ZIAC), sur 379 ha, avec une première tranche de 42 ha, s'ajoute aux nouvelles plateformes en cours d'aménagement. Le projet mobilisera un investissement de 500 millions de DH et contribuera à la création de plus de 50.000 emplois. La zone abritera plusieurs districts complémentaires, notamment un district automobile, agro-industrie, ferroviaire et green textile. Elle offrira plusieurs avantages aux industriels qui s'y implanteront, notamment un guichet unique, des services support, des avantages fiscaux, etc. □



La mairie affiche

■ Halle aux poissons, abattoir, gare routière... les projets du PAC 2022-2027

■ Objectif: améliorer l'attractivité et la qualité de vie des citoyens

LA ville de Fès est sur le point de lancer plusieurs chantiers. Inscrits dans le cadre du Plan d'action communal 2022-2027 (PAC), ces projets portent entre autres sur la construction d'une nouvelle halle aux poissons, un nouvel abattoir, une gare routière, un pôle culturel, un centre régional de l'information et de la communication, un grand théâtre, ainsi qu'une grande mosquée. Ces projets devraient améliorer l'attractivité de la ville et la qualité de vie des citoyens.

En effet, la construction de la nouvelle halle aux poissons nécessitera un investissement de 45 millions de DH. Elle sera réalisée, dans l'arrondissement de Bensouda, grâce à un partenariat entre l'Office national des pêches (ONP) et la commune de Fès. Selon les termes de l'accord signé entre les deux partenaires, l'office prend en charge la réalisation de ce projet à hauteur de 30 millions de DH. La mairie financera pour sa part 15 millions de DH. A noter qu'elle a déjà alloué à



L'étude de faisabilité de la future gare routière permettra d'établir un diagnostic exhaustif du secteur du transport, avec les infrastructures y afférentes, atouts et potentialités, contraintes, ainsi que tous les facteurs existants, prévus ou prévisionnels, qui peuvent influencer la construction de la gare routière (Ph. YSA)

ce projet un terrain de 20.000 m². «Ce projet comprendra une aire de vente sous forme de halle au poisson, occupant la partie centrale du site, ainsi qu'une chambre froide, un poste de transformation, un bureau vétérinaire, un quai découvert et un local technique, en plus d'un bloc

administratif», explique Abdeslam El Bekkali, maire de Fès. Selon lui, le nouveau marché sera également équipé d'une fabrique de glace, un groupe électrogène, une cafétéria et des sanitaires. Le partenariat de gestion et d'exploitation liant la mairie à l'ONP s'étalera sur une

période de 30 ans. Et ce, à partir de la date de l'opérationnalisation du nouveau marché. Les recettes issues de la gestion et de l'exploitation de ce service seront réparties à parts égales entre la commune et l'ONP qui est désigné comme maître d'ouvrage du projet. Ces recettes seront

Un nouvel abattoir

D'AUTRE part, la mairie de Fès consacrera une enveloppe de 60 à 70 millions de DH à la réalisation d'un nouvel abattoir. Ce dernier permettra une production de 3.600 à 4.200 tonnes de viandes par an. Les dirigeants de la ville souhaitent réaliser une infrastructure des plus modernes et la mieux équipée au niveau national. Rappelons que l'abattoir actuel situé à Aïn Kadouss a été construit en 1951. Il souffre de détérioration ainsi que du vieillissement des matériels et techniques utilisés. Cet abattoir fait travailler quelque 500 chevillards, avec un aide-chevillard pour chacun et une moyenne de 5 ouvriers pour ce dernier. Ce qui offre un total de 3.200 emplois non permanents. □



INDICATEURS CLÉS

60 MDH
Montant d'investissement

2,5 ha
Superficie

Phase d'études
Statut

(Source: CRI)

de grandes ambitions

constituées du taux de la taxe fixé à 7% du prix brut de la vente en gros de poisson, ainsi que d'autres prestations assurées au sein du marché (fabrique de glace, chambre froide et autres). L'excédent des recettes sera réparti à parts égales entre la commune et l'ONP. «Après la construction du nouveau marché de gros des poissons, la commune de Fès ne devra accorder aucune autorisation pour la commercialisation des poissons en gros dans son territoire», stipule l'accord de partenariat liant la commune à l'ONP.

Gare routière new generation

L'autre projet prévu dans le cadre du PAC 2022-2027 est celui d'une nouvelle gare routière de nouvelle génération. D'un budget prévisionnel de 130 millions de

Des projets à l'étude

LES projets d'un pôle culturel de Fès, un centre régional de l'information et de la communication, un grand théâtre, un centre régional de la jeunesse et de l'enfance, une nouvelle salle couverte des sports (ARENA), 25 terrains de sport, ainsi qu'une grande mosquée, sont à l'étude. Ces projets, présentés à la wilaya lors d'une rencontre sur les chantiers de la ville, devraient mobiliser un budget prévisionnel de l'ordre de 260 millions de DH. La réalisation de ces projets, tout comme l'aménagement des voiries et des grands axes routiers, est confiée à la société Al Omrane. □

DH, cette gare de nouvelle génération sera réalisée sur un terrain de 4 ha, sis à Aïn Nokbi ou sur la route de Sefrou à proximité du complexe sportif. Notons que l'identification de l'emplacement de la gare se fera sur la base d'un recensement et d'une analyse de l'offre actuelle du secteur de transport dans la préfecture de Fès. Et ce, en comparaison avec le reste du pays, avec un dia-

gnostic des caractéristiques des sites actuels en termes de force et de faiblesse. «Nous devons recueillir les attentes et aspirations des acteurs clés de la gare routière, y compris les voyageurs, opérateurs des services routiers, exploitants de la gare routière et riverains», estiment les élus communaux, espérant générer

une redevance annuelle d'au moins 5 millions de DH pour la commune. Selon le maire, ce projet sera mis en œuvre avant 2025, en partenariat avec le Conseil régional Fès-Meknès, la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT), le Fonds d'équipement communal (FEC) et le conseil de la Ville de Fès, dont la contribution s'élèvera à 10 millions de DH. En attendant, la ville a lancé une étude de faisabilité dudit projet pour une enveloppe de 500.000 DH. Cette étude permettra de cerner avec précision les attentes des parties prenantes au vu de l'offre actuelle et des évolutions futures ainsi que les préalables nécessaires pour assurer la compétitivité et la complémentarité de la gare routière avec les autres espaces similaires. □

Y.S.A.

436,2 millions de DH pour le transport urbain



FÈS a avalisé le protocole pour renforcer les infrastructures du transport urbain et le renouvellement de la flotte de bus avec des équipements qui répondent aux besoins réels des citoyens. Selon le maire, le protocole d'accord consensuel entre la mairie de Fès, le Conseil régional, la DGCT, et la société City Bus Fès fixe la participation financière de chacun des signataires pour revenir en aide à un secteur défaillant. Le montage financier établi pour l'occasion (436,2 millions de DH) permettra l'acquisition de 70 bus d'occasion (en bon état) pour un montant de 20 millions de DH, et l'achat de 227 bus pour un budget de 413,2 millions de DH. L'accord prévoit également un financement de 3 millions de DH pour le renforcement des infrastructures liées au secteur du transport. A noter qu'un compte spécial sera créé afin d'assurer la traçabilité des opérations d'achat. Celui-ci sera spécialement dédié à la réception des participations financières de chacune des parties, dont la société délégataire. □

L'ECONOMISTE

Président d'honneur: **Abdelmounaïm Dilami**Directeur de publication: **Khalid Belyazid**

● La Rédaction

Rédactrice en chef: Meriem Oudghiri

Rédactrice en chef adjointe: Ahlam Nazih

Rédacteur en chef adjoint: Mohamed Ali Mrabi

Secrétaire de rédaction: Abouammar Tafnout

Amin Rboub, Khadija Masmoudi, Hassan El Arif, Mohamed Chaoui, Fatim-Zahra Tohy, Faïçal Faquih, Amine Boushaba, Karim Agoumi, Abdessamad Naimi, Layane El Massaoudi, Matar Bensalmia, Fédoua Tounassi, Fatema El Ouafi

● Régions

Rédactrice en chef: Radia Lahlou

Aziza El Affas, Badra Berrissoule, Youness Saâd Alami, Ali Abjiou, Noureddine El Aïssi, Ali Kharroubi

● Dessinateur-caricaturiste: Rik

● Révision

Mohamed El Bekri, Najoua Norredine, Ikram Naji

● Montage

Salima Michmich, Youssef Laarich, Mohcine Sorrane, Saïd Fakhreddine, Jalila Afkhar, Saïd Malghich

● Documentation

Chef des photographes: Saïda Sellami

Photo-journalistes: Abdelmjid Bziouat, Ahmed Jarfi, Fadwa Alnasser

● Assistante de Rédaction

Samira Barouk

● Directeur général adjoint

Othmane Chbihi Moukit

● Directeur Digital et Marketing

Riad Mawlawi

Service Web

Maha Basraoui, El Hadji Mamadou Gueye, Hicham Lafriqi, Fatima Zahra Belharar

● Administration

Directeur administratif et financier
Samir Essifer

● Directrice commerciale et marketing

Sandrine Salvagnac

● Directrice de clientèle agences

Amal Cherkaoui

● Directeurs de clientèle

Imane El Azdi, Khalid El Jaï, Abderraouf Jaâfari, Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier, Benaïssa Benamar, Fatim Ezzahra Saadi, Amine Marhoum

Responsable qualité-abonnement

Leïla Sadek

● Directeur de la communication & Directeur d'Antenne

Atlantic Radio

Youssef Triki

www.leconomiste.com - redaction@leconomiste.com / publicite@leconomiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tel.: 05.22.95.36.00 (LG)

Fax Rédaction: 05.22.39.35.44 - Fax Commercial: 05.22.36.46.32

Fax Annonces légales: 05.22.36.58.86

Distribution: Sapress, Impression: Eco-Print, Casablanca - Tel.: 05.22.66.40.78/79/80

L'Economiste est une publication du groupe Eco-Médias, filiale de Trispolis S.A.



650 millions de DH pour les projets de la mairie



Les infrastructures jouent un rôle essentiel dans le développement de la compétitivité et la performance du secteur productif et contribuent au processus de croissance durable. Fès devrait se doter d'un palais des congrès, un grand théâtre, des jardins... (Ph. YSA)

■ Palais des congrès, grand théâtre, jardins... lancement imminent

■ Des infrastructures essentielles dans le développement de la compétitivité

LES projets engagés par la commune de Fès représentent un investissement global de plus de 650 millions de DH. «Nous sommes sur la bonne voie et les projets se réaliseront selon le calendrier et les objectifs mis en partenariat avec les autorités et les différents acteurs», a souligné Abdesslam El Bekkali, maire de la ville, lors d'une récente rencontre avec les médias. Selon le premier élu de la capitale spirituelle, «le Plan d'action communal (PAC) sera présenté incessamment».

En effet, les infrastructures jouent un rôle essentiel dans le développement de la compétitivité et la performance du secteur productif et contribuent au processus de croissance durable. C'est la conviction des décideurs de la ville pour qui «plusieurs projets concernant l'eau et l'assainissement (dépollution d'oued Sebou, réhabilitation des collecteurs principaux de Fès...), des projets structurants et des projets de mise à niveau urbaine, sont en cours de réalisation». Dans le détail, trois grandes catégories de projets sont initiés. Il y a d'abord la voirie structurante, qui a un impact direct sur l'accès à la ville, et qui comporte différents types de travaux liés à l'aménagement ou l'élargissement de

voies, l'éclairage public, le drainage des eaux pluviales, la restructuration des quartiers sous-équipés, entre autres. Ensuite, un apport considérable est accordé à la voirie secondaire, ou interne, avec des travaux d'aménagement et de renforcement qui ont un impact direct sur la circulation. Et enfin, l'équipement et l'aménagement urbain, visant à revaloriser l'espace urbain et d'améliorer le cadre de vie, avec des projets liés à l'aménagement de places, fontaines, jardins et autres.

Ainsi, pour la première catégorie liée à la voirie structurante, dix projets représentant un investissement de plus de 2 milliards de DH sont menés. Y figurent l'aménagement de la voie de Ouislane, la pénétrante de Fès entre Aïn Smen et le rond-point Nakhil, la route de Sidi Hrazem, et la bretelle sur la route de Meknès. A ceux-ci s'ajoutent les projets de la création d'une double voie au niveau de la RN8 reliant Fès à Taounate (1,5 milliard de DH), le dédoublement de la voie entre l'UEMF et Douiyet, la création d'une double voie entre l'échangeur de Fès et Sidi Khair, le dédoublement de la rocade Fès-Sidi Hrazem,

ou encore la création de 3 trémies (Nakhil, Bab Ftouh et route d'Imouzer). Actuellement à l'étude, ces tunnels devraient coûter une enveloppe de 180 millions de DH. Ils auraient un effet important sur l'organisation, la circulation et la fluidification du trafic.

En outre, la ville sera dotée d'espaces ludiques, comme au niveau de la place Atlas, le jardin andalous, la place Bab Mehrouq, Bab El Guissa, Oued Fès, Bab Seguma et Oued Zhoun. D'ailleurs, les premiers jardins et places publiques équipés en fontaines (murales et circulaires) sont fin prêts. La concrétisation de ces espaces a nécessité près de 80 millions de DH, selon les précisions des autorités locales. Ces dernières insistent sur: «l'utilisation des eaux usées traitées dans l'arrosage des espaces verts». Et ce, malgré les réserves formulées par certains milieux, en tant qu'alternative efficace et porteuse pour faire face au stress hydrique qui sévit au Maroc et ailleurs. En clair, les décideurs veulent contribuer aux efforts de limiter le gaspillage. Pour y parvenir, la ville vient de lancer une étude pour la réutilisation des eaux usées épurées

destinées à l'arrosage des espaces verts. Dotée d'une enveloppe de près de 12,35 millions de DH, cette étude, initiée par la Radeef, a pour objectif de préserver les ressources hydriques et de valoriser les eaux usées épurées. Et ce, afin de satisfaire la demande en eau d'arrosage des espaces verts et des golfs de la région.

S'agissant des projets structurants, la Ville étudie actuellement la construction d'une nouvelle gare routière, sur 3ha, pour un investissement de 130 millions de DH, un nouvel abattoir à Bensouda, sur 2,5 ha, pour un montant de 60 millions de DH, une halle aux poissons, à Bensouda (2 ha) pour 40 millions de DH, et enfin la construction d'une nouvelle fourrière, à Bensouda (2 ha), pour un coût de 8 millions de DH. Par ailleurs, le programme de mise à niveau du transport urbain est déjà enclenché. D'un budget de l'ordre de 416 millions de DH portant sur l'acquisition de 227 nouveaux bus, ce programme est actuellement en cours d'exécution, avec une livraison et la mise en service prévues avant la fin d'année. Signalons enfin que la commune de Fès a approuvé dernièrement un nouveau protocole de financement pour aider la société City Bus Fès à atténuer l'impact financier de la pandémie. Ce protocole nécessite une enveloppe de 20,8 millions de DH. Un montant qui sera entièrement financé par la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT). La société devrait importer 70 bus d'occasion (en bon état) pour renforcer son parc circulant en attendant la livraison des bus neufs. □

Y.S.A.

Un pôle culturel

OUTRE l'aménagement des places publiques, voiries, jardins et fontaines, la ville de Fès lancera incessamment l'édification d'un véritable pôle culturel composé d'un centre régional de l'information et de la communication, un grand théâtre et un palais des congrès. D'un investissement de 80 millions de DH, ce dernier projet s'étalera sur une superficie de 5.000 m², et sera doté d'une capacité de 1.500 places. Sa première tranche nécessitera une année de travaux intenses. De son côté, le grand théâtre de Fès coûtera 53 millions de DH et 24 mois de travaux. Il sera édifié sur un terrain de 9.010 m² (dont 5.061 m² à construire) et comptera 1.000 places. □



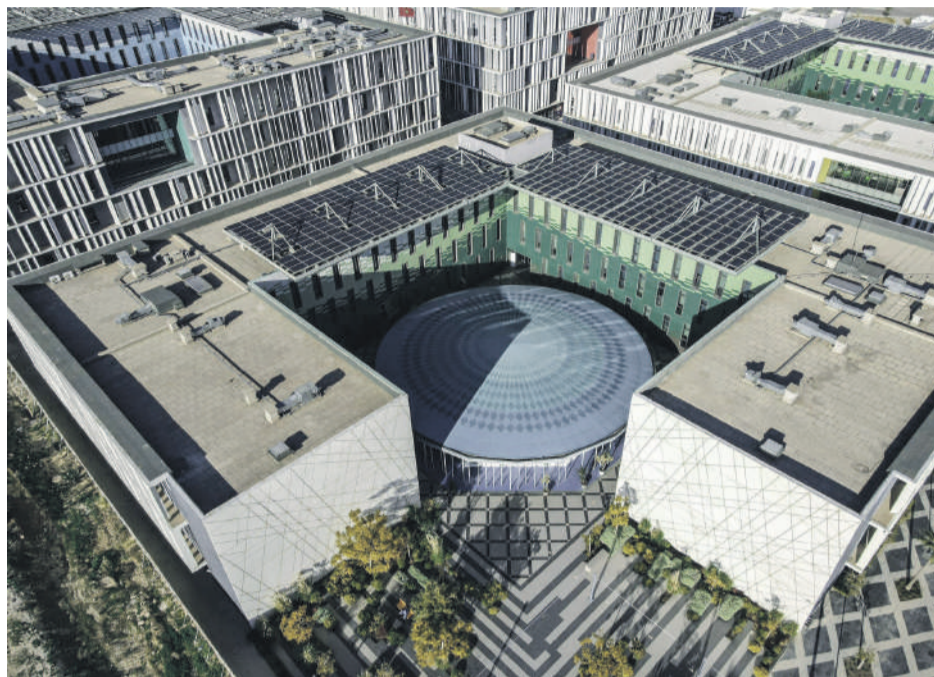
UEMF: Large spectre de formations au profit des citoyens du monde

■ Des facultés de médecine dentaire et des sciences infirmières dès septembre

■ Un investissement de 1,5 milliard de DH pour la construction d'un grand CHU

L'UNIVERSITÉ Euromed de Fès (UEMF) offre un large spectre de formations regroupées en trois pôles. Un premier pôle d'ingénierie et d'architecture (Génie mécanique, électrique, civil, intelligence artificielle, génie énergétique, génie environnementale, architecture, design et urbanisme), un second pour les sciences humaines, sociales et managériales (Droit des affaires de la Sorbonne, sciences politiques en double diplomation avec la Sorbonne, centre de langues, business...) et un troisième pour la santé (médecine, pharmacie, biomédical...). En effet, la prestigieuse université étoffe son pôle des sciences de la santé par l'ouverture dès le mois de septembre prochain de sa faculté de médecine et par la création de deux nouvelles entités à savoir la faculté de médecine dentaire et la faculté des sciences infirmières (en cours d'accréditation). « Cette dernière proposera aux futurs bacheliers six nouvelles filières de formation qui sont les techniques de laboratoire, les techniques de radiologie, la diététique et la nutrition, l'orthophonie, la psychomotricité, et l'orthoptie », annonce Pr. Mostapha Bousmina, président de l'UEMF. Et d'ajouter: « cette nouvelle offre académique vient renforcer la faculté de pharmacie et l'école d'ingénierie biomédicale et biotechnologique qui ont vu le jour depuis 3 ans déjà et conforte ainsi les choix stratégiques de l'UEMF dans sa participation à la mise en œuvre du grand projet royal concernant la généralisation de l'assurance maladie ».

Ces initiatives seront accompagnées par la construction d'un grand CHU (Centre hospitalier universitaire) nécessaire pour les formations en santé avec un investissement de plus de 1.5 milliard de DH. Le pôle santé de l'UEMF accueillera à terme un peu plus de 5.000 étudiants sur son cam-



Le campus de l'UEMF s'étalerait sur une surface d'environ 100 ha en accueillant un grand CHU. Cette université vise l'excellence académique grâce à un large spectre de formations au profit des citoyens du monde (Ph. YSA)

pus qui s'étalerait désormais sur une surface d'environ 100 ha.

Selon Pr. Bousmina, « avec ce nouveau socle dédié aux sciences médicales, l'université s'engage à participer à l'effort de notre pays investi dans la promotion du capital humain comme enjeu stratégique de souveraineté nationale ». Pour ce faire, elle entend mettre en place des formations de haut niveau de médecins et de personnel de santé et conduire des travaux de recherche-innovation axés sur les techniques et les produits de diagnostic ainsi que la fabrication de dispositifs médicaux.

En plus de la formation clinique des futurs médecins, l'UEMF vise la mise en place d'un environnement alliant les investigations cliniques et la recherche-innovation dans les

sciences médicales, pharmaceutiques et pharmacologiques. L'objectif étant de contribuer à ériger au sein de notre pays la santé en levier de développement scientifique, technique et industriel.

De par sa vocation africaine et euro-méditerranéenne, l'UEMF ambitionne aussi de développer dans ces cursus d'enseignement la diplomatie scientifique en impliquant ses ressources humaines dans des projets de coopération internationale et de coopération sud-sud en particulier. Signalement par ailleurs que l'université reçoit annuellement plus de 80.000 candidatures et a actuellement 2.800 étudiants. Les enseignants-chercheurs et les étudiants de l'université représentent actuellement 43 nationalités qui se côtoient chaque jour et dessinent un

avenir commun. Ils profitent de la plus importante plateforme d'impression 3D en Afrique. A noter que l'UEMF fabrique désormais ses propres machines à travers une startup créée à cet effet. L'université est dotée de la plus importante plateforme digitale universitaire (Soft) du pays, la première école d'ingénieurs sur l'intelligence artificielle (formation en 5 ans) dans l'espace euro-méditerranéen et africain, ainsi que le premier environnement d'innovation 4.0 en Afrique concrétisé (Fez Smart Factory).

Classée entre les 600-680 meilleures universités du monde par Multirank, l'UEMF a aussi reçu plusieurs distinctions internationales. Elle occupe la 1re position à l'échelle nationale en 2021, la 4e à l'échelle nationale et la 1re dans la région Fès-Meknès par le classement international Time Higher Education en 2022. L'université est également classée dans le top 25 mondial concernant la mobilité estudiantine (en 2021 par Multirank). Son palmarès compte le 1er prix de Zairi International Award en 2022 pour l'excellence de la formation, le 1er prix 2022 du campus responsable par l'AUF, le prix d'égalité professionnelle en 2022 par le ministère de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences et l'ONU, le 1er prix égalité des genres en 2021 par l'AUF-ONU Femmes, outre le 1er prix de l'innovation responsable par l'AUF. L'université dispose de 24 clubs d'étudiants, un think-tank appelé le Riemas (Research Institute for European, Mediterranean and African Studies) et une chaire Iesco sur les femmes en sciences. □

Y.S.A.

Fez Smart Factory arrive aussi

EN attendant, le bâtiment du Fez Smart Factory (FSF) entame ses dernières phases de finition et d'équipement et devra être opérationnel fin mars prochain. Fruit d'une belle collaboration décentralisée entre l'UEMF, le programme Fonds des zones industrielles durables (FONZID) de l'Agence « Millennium Challenge Account-Morocco », le conseil régional de Fès-Meknès, la CGEM Fès-Meknès, la société Alten Maroc et l'Agence de développement du digital, FSF est un écosystème d'innovation pour l'industrie 4.0, d'une superficie de 11 hectares, implanté sur le campus UEMF. Cet écosystème comporte un incubateur, un accélérateur de startup, des services d'ingénierie,

des entités de R&D, RDI et R&T, un Business Center, une usine modèle et des espaces dédiés à la mise en place d'une centaine d'unités d'innovation, le tout orienté industrie 4.0. Cet écosystème ouvert à tous les porteurs de projets, startups, sociétés d'ingénierie, entités de R&D et R&T qu'ils soient du Maroc ou de l'étranger constitue un levier important pour la valorisation des résultats de la recherche doctorale. Il accompagnera les industries existantes pour améliorer leur compétitivité en optimisant leur productivité et leurs performances environnementales et sociales comme il pourra lui-même créer de nouvelles unités industrielles génératrices de grande valeur ajoutée. □



Extension réussie pour l'Université privée de Fès

■ D'un investissement de 200 millions de DH, son campus s'étale sur 22.000 m²

■ Licences et masters, des formations adaptées au contexte régional

■ Les premiers diplômes de doctorat seront délivrés à partir de 2025-26

CRÉÉE en 2006, en tant qu'établissement d'enseignement supérieur privé, l'Université privée de Fès (UPF) a été promue au statut d'université privée en 2013 et labellisée en tant qu'Université reconnue par l'État, délivrant des diplômes d'État depuis 2018. Depuis plusieurs années, cette université n'a cessé d'évoluer et de confirmer son développement et son positionnement au niveau national et international, autant par la progression de son effectif d'étudiants que par la diversification à la fois de son offre de formation et de ses travaux de recherche. Son encadrement a fortement progressé tant du point de vue de sa qualité académique que du nombre de ses enseignants-chercheurs.

■ Une extension à 70 millions de DH

«Dans le cadre de son plan de développement stratégique 2025 «UPF25», un projet d'extension de l'université a été élaboré et présenté devant ses instances et les médias en février 2021. Notre université s'est engagée dans l'extension de son campus d'une capacité supplémentaire de près de 10.000m² dont l'achèvement a été totalement atteint au mois de septembre de la rentrée universitaire 2022-2023», indique Mohamed Aziz Lahlou, président de l'UPF. «Ce projet a été réalisé avec un investissement de plus de 70 millions de DH (hors équipements scientifiques), ce qui a porté l'investissement global de l'université à plus de 200 millions de DH», explique-t-il. Cette extension a ramené la superficie totale construite sur le campus Quaraouiyyine à 22.000 m². Elle comprend, tout d'abord, un Centre de recherche, développe-



La nouvelle extension de l'UPF comprend un Centre de recherche, développement, expertise et innovation composé de 5 laboratoires scientifiques et de deux amphithéâtres, ainsi qu'un Centre d'excellence sur les batteries (Ph YSA)

ment, expertise et innovation (CR-DEI) de 1.600m², qui est composé de 5 laboratoires scientifiques et de deux amphithéâtres, au niveau duquel s'est implanté le Centre d'excellence sur les batteries CEB@UPF, avec le professeur Rachid Yazami, professeur associé et président du Conseil scientifique de l'université. Le CRDEI héberge aussi les locaux du Centre d'études doctorales (CED-UPF) tout fraîchement accrédité par le ministère

de tutelle. Cette nouvelle structure permettra à l'UPF de disposer de ses propres doctorants menant des travaux de recherche dans le cadre des deux formations doctorales accréditées au sein du CED-UPF à savoir «Sciences de l'ingénieur et développement durable» et «Sciences de gestion» et de délivrer les premiers diplômes de doctorat à partir de l'année universitaire 2025-2026.

■ Une offre de formation étoffée

Par ailleurs, l'offre de formation a été étoffée en conséquence, notamment au niveau des sciences de la santé. Cette année universitaire a vu l'ouverture de six nouvelles filières. En l'occurrence, des licences professionnelles en «Sciences infirmières polyvalentes et anesthésie-réanimations», en «Diététique et nutrition», en «Technologie de laboratoire biomédicales» et en «Psychologie générale» et un master en «Psychologie clinique». En sciences de l'ingénieur, le nouveau master «Data science» est venu renforcer l'offre de formation dans ce domaine et surtout répondre à une demande avérée du marché de travail. Et au niveau de la Fès Business School, l'offre de formation a été «revisitée» en adaptant davantage les contenus aux attentes des employeurs. Ainsi, de nouvelles filières sont proposées telles que l'ingénierie des affaires, la gestion comptable et fiscale, Supply Chain, ... De même, au sein de l'institut des sciences politiques et juridiques sciences Po Fès, des filières novatrices sont offertes, notamment le management du développement territorial, le droit des affaires, sciences politiques et juridiques... □

Y.S.A

Sciences paramédicales et techniques de santé aussi

L'EXTENSION de l'UPF comprend en outre, un bâtiment de formation de 3.500 m² dont fait partie la Faculté des sciences paramédicales et techniques de santé avec ses 3 amphithéâtres et 25 salles de cours et de travaux pratiques, en plus d'un centre de 600 m² dédié à la formation continue et exécutive éducation, avec 1 amphithéâtre et 5 salles de cours. Et afin de garantir un environnement sain et viable pour ses étudiants, une nouvelle résidence universitaire aux normes internationales de 3.500 m² avec plus de 100 chambres, 180 lits, a vu le jour et est complètement opérationnelle depuis la rentrée 2022-2023. A côté de ces extensions, certains locaux de l'UPF ont été l'objet de travaux d'agrandissement. Cela a concerné en priorité la bibliothèque universitaire qui est passée



de 200 à 600 m², le restaurant universitaire qui est passé de 250 à 650 m², et finalement le complexe sportif qui comptée désormais 2.000 m².

A signaler que ces extensions ont reçu la certification environnementale Edge Advanced (Excellence in Design for Greater Efficiencies) qui est un système de certification écologique attestant de l'intégration des solutions d'économie en eau et en énergie dans les bâtiments. «L'UPF devient ainsi la seule université au Maroc qui obtient cette certification internationale», souligne son président. Et d'annoncer que «l'université se dotera d'une annexe qui est en phase finale de construction au centre-ville plus exactement au quartier des champs de courses avec une superficie supplémentaire de près de 4.000m² et qui sera opérationnelle dans les semaines prochaines». □



Valorisation de la médina

Le patrimoine séculaire renaît de ses cendres

■ Plus de 275 millions de DH de marchés à prendre en 2023

■ Restauration de 164 sites et intervention sur 290 bâtisses menaçant ruine

LES responsables de l'Agence pour le développement et la réhabilitation de la ville de Fès (Ader) considèrent 2023 comme l'année de plein régime. Les équipes de l'Agence devraient atteindre leur vitesse de croisière avec la finalisation des travaux dans 158 monuments et le lancement des chantiers dans 164 sites, outre l'intervention dans 290 bâtiments menaçant ruine. C'est ce qui ressort des travaux du dernier conseil d'administration de l'Ader tenu le 26 décembre 2022. L'ordre du jour de cette assemblée comprenait 5 points, dont l'approbation du rapport du CA du 28 juillet 2022, la présentation du rapport provisoire des activités de l'Agence au titre de 2022, de son plan d'action 2023, et de son plan triennal 2023, 2024 et 2025, ainsi que l'état d'avancement de la transformation de l'Ader d'une agence vers une société de participation dotée d'un capital de 45,3 millions de DH.

Pour rappel, le chantier royal relatif à la sauvegarde de la médina est conditionné par des délais d'exécution très stricts. D'où la mobilisation des responsables du projet insistant sur le respect du planning présenté devant le Souverain. Ainsi, 780 projets relevant de différents programmes ont été lancés par l'Ader durant l'année 2022, tandis que 565 projets ont été réalisés, et 214 en cours de réalisation. On supervise 1.382 projets de valorisation et de réhabilitation des médinas de Fès et de Meknès, d'un investissement global de l'ordre de 2,353 milliards de DH. Et rien qu'en 2022, l'Ader a engagé des chantiers d'un montant de 522,95 millions de DH, dont 311,58 millions de DH déjà payés.

Par programme, les projets d'aménagement de huit parkings ainsi que la valorisation des espaces publics et d'adressage des quartiers, qui devaient être finalisés en juillet dernier, se poursuivent encore. Doté d'un montant de 400 millions de DH (dont 100 millions de DH pour l'acquisition du foncier), ce programme s'est heurté au départ



à la problématique d'expropriation du foncier de certains parkings. D'où le retard enregistré dans leur aménagement. Ceci étant, les parkings de Bin Lamdoun et Bab El Guissa sont déjà finalisés (depuis le 15 décembre 2022). Trois autres parkings sont en cours de finalisation. Le parking de Bab Jdid atteint un taux de réalisation de 85%. Tandis que le parking de Bab Boujloud avance à petit pas. A noter que les autres volets de ce programme sont entièrement achevés. Il s'agit du pavage des ruelles, l'adressage, les portes, les protecteurs, et le système d'information. A noter que l'Ader s'est engagée avec les entreprises en charge de la réalisation de ces projets pour un montant de 332,09 millions de DH. Les opérations initiées dans le



Le programme complémentaire de mise en valeur de la médina de Fès (2018-2023) est doté d'une enveloppe budgétaire de 583 millions de DH. Ce programme vise à renforcer l'attractivité touristique de la médina (Ph. YSA)



cadre de ce chantier visent à insuffler une nouvelle dynamique socioéconomique, renforcer l'attractivité touristique à l'horizon 2024, préserver le cachet architectural et historique de la médina de Fès, restaurer ses monuments à l'identique, outre promouvoir son cachet académique.

Feuille de route de 2023

Assurant la maîtrise d'ouvrage des chantiers de restauration du tissu ancien, l'Agence compte accélérer, en 2023, la concrétisation des programmes (2017-2024) de rénovation des monuments, réhabilitation des maisons menaçant ruine, et restauration du patrimoine historique de la

ville impériale. Selon le plan d'action présenté lors du dernier CA, la restauration de 158 sites et monuments sera finalisée en 2023, et 164 nouveaux chantiers seront lancés. La feuille de route de 2023 prévoit des interventions de consolidation et de réhabilitation au niveau de 290 constructions menaçant ruine. En matière des engagements financiers dédiés à la réalisation de ces projets, l'enveloppe prévisionnelle s'établit à 275 millions de DH (soit un montant total engagé depuis le lancement des quatre programmes par SM le Roi, de 2,29 milliards de DH). Signalons enfin que le budget de la gestion de l'Agence est estimé 44,8 millions de DH. □

Y.S.A.

Attractivité touristique

L'ADER a également supervisé l'installation d'un système d'information touristique pour 412 sites historiques. «Ce dispositif comprend 700 kits de guidage en 4 langues, 3 écrans géants, 10 bornes tactiles, 600 audiophones pour groupes guidés, 600 balises de géolocalisation avec programme et installation, gestion des ticketing et des ventes, ainsi qu'un portail internet permettant la présentation de la médina et la vente online», est-il précisé. Une partie du matériel visant à renforcer l'attractivité touristique de la médina



est installée au sein du centre du patrimoine situé à la place Lalla Yeddouna. Un autre centre du même genre, doté de bornes (explicatives) et d'un dispo-

sitif de vidéo-projection retraçant les différentes visites du Souverain ainsi que les chantiers initiés en faveur de la médina, est placé à Bab Mahrouk. L'intérêt de ces bâtiments est d'offrir aux touristes une information de qualité, les invitant à découvrir des sites des IX, X, XIe siècles, et leur montrant l'ampleur des projets de valorisation de la médina visant la sauvegarde, la promotion et la valorisation du tissu ancien. Valorisation qui profite d'un programme complémentaire finançant la réhabilitation de 118 sites pour la bagatelle de 583 millions de DH. □



Tourisme: Fès, destination

■ Élu «meilleure capitale culturelle mondiale», la ville veut tirer son épingle du jeu

■ Développer le tourisme d'affaires, attirer des tournages, et conquérir de nouveaux marchés...

S'IL y a un secteur qui est en croissance continue au niveau de la région Fès-Meknès, c'est bien le tourisme. Avec une contribution de 8,5% dans le PIB du secteur national, un chiffre d'affaires de 349 millions de DH et près de 22.000 lits (498 établissements d'hébergement touristique, dont 383 classés), la région vante ses multiples facettes touristiques (culture, bien-être, nature et patrimoine) lors des foires et salons internationaux. Le secteur qui emploie 10.845 salariés (affiliés à la CNSS) enregistre quelque 880.000 arrivées, dont 67% dans la ville de Fès. «Nos clients sont émerveillés par l'histoire, la culture, la gastronomie et le patrimoine de la capitale spirituelle... Nous avons le produit et la région les plus riches en matière de tourisme», félicite Aziz Lebbar, président du Conseil régional du tourisme (CRT de Fès). «Ce n'est pas fortuit si Fès a décroché le titre de capitale mondiale de la culture... et nous voulons installer notre label de city break grâce au tourisme d'affaires», renchérit-il.

• Meilleure destination culturelle mondiale

En janvier dernier, Fès a été élue «meilleure destination culturelle mondiale». La capitale spirituelle figure ainsi à la tête «des meilleurs lieux pour la culture, que les gens visitent pour goûter à l'histoire locale et aux activités culturelles», selon la communauté mondiale de Tripadvisor. «Que du bonheur pour cette destination qui connaîtra un bel essor touristique grâce aux efforts menés par les différents acteurs, professionnels, et autres», estime Adel El Fakir, directeur général de l'Office national marocain du tourisme (ONMT). Même satisfécit auprès des professionnels du tourisme pour



Nos clients sont émerveillés par l'histoire, la culture, la gastronomie et le patrimoine de la capitale spirituelle... Nous avons le produit et la région les plus riches en matière de tourisme», se félicite Aziz Lebbar, président du Conseil régional du tourisme de Fès (Ph. YSA)

qui «cette consécration va profiter à notre destination tout au long de l'année 2023 et bien au-delà». Car, selon eux, «être "Best of the Best Destination Awards" de Tripadvisor, la plus grande plateforme de conseil en voyage au monde, est une meilleure opportunité, un bon moyen de promotion, et une place qu'il faut saisir pour assurer un rayonnement international à la ville et ses produits touristiques».

Rappelons à cet égard que la cité millénaire est classée patrimoine mondial de l'Unesco. «Sa création remonte à l'époque médiévale avec d'anciens quartiers en forme de labyrinthe de la médina à Fès el-Bali et les portes de Fès, confectionnées par des artisans qui témoignent bien du savoir-faire ancestral», vante la communauté de Tripadvisor. Dans le classement des destinations Travelers Choice 2023, Fès a devancé Jérusalem et bien d'autres villes culturelles.

• Palais des congrès, Place Boujloud, forêt urbaine

Longtemps réclamé par les professionnels du tourisme, le projet du palais des congrès de Fès est

sur le point d'être lancé. D'un budget prévisionnel de 80 millions de DH, l'édifice sera d'une capacité de 1.500 places. Il sera réalisé, dans le cadre du Plan de développement régional (PDR), sur une superficie de 5.200m². «Ce projet placera la destination sur l'échiquier des villes de congrès et d'affaires», souhaitent les professionnels du tourisme. En attendant, le centre des congrès de l'Université Sidi Mohamed Ben Abdallah est d'ores et déjà opérationnel. Ledit centre est doté d'une capacité de 1.200 places ainsi qu'une dizaine de salles conférences. Il en est de même pour l'ancien palais des congrès du complexe d'artisanat situé sur l'avenue Allal Benabdallah, dont les travaux de réhabilitation sont en cours d'achèvement (45 millions de DH). Par ailleurs, l'aménagement de la place Boujloud est en cours de travaux. Financé par le PDR, ce projet nécessite 11 millions de DH. S'étalant sur une superficie de 28.000 m², la place Bab Boujloud est un élément phare dans l'histoire de la capitale spirituelle. «Son projet de réaménagement devrait faire revivre et préserver une culture orale popu-

laire (halqa) tout en contribuant à la promotion du secteur touristique», disent-ils. En clair, ils soutiennent l'idée de faire de la place Boujloud «la sœur jumelle de Jamaâ el Fna». Signalons enfin que les pouvoirs publics veulent créer également un circuit touristique en forêts urbaines. Offrant des promenades pédestres, les projets d'aménagement des alentours forestières de Aïn Chkef (40ha) et Oued El Mahraz coûtent quelque 22 millions de DH.

• Développer des marchés à fort potentiel

Dans le cadre de la conquête de nouveaux marchés à fort potentiel, le CRT de Fès s'aligne sur les objectifs de l'ONMT. L'idée défendue par Aziz Lebbar est de «tisser les jalons d'un partenariat pérenne visant les marchés mexicain, brésilien, argentin, chilien et autres». Rappelons à juste titre que l'ONMT a lancé une série d'opérations promotionnelles au Brésil dans le cadre d'un plan marketing intégré. La représentation de l'ONMT à Lisbonne avait ainsi conclu un partenariat avec l'agence de voyage internationale «Travelers»

qualifiée du «Maroc centre»

autour d'un pool de neuf TO brésiliens: Schultz, Flot, Nascimento Tur, Visual, Raidho, JVS, Flytour, New Age et ADV Tour. Et lors du dernier salon de Madrid, l'Office s'est associé notamment avec ABAV Brésil.

Attestant de 68 ans de développement du marché du tourisme dans les secteurs privé, public, social et économique brésiliens, ce groupe de 2.176 membres dans les 27 États brésiliens, membre de l'Alliance

mondiale des associations d'agents de voyage (WTAAA) et de l'Association latino-américaine des agents de voyage (ALAC), apportera son appui à l'Office pour développer davantage le marché de l'Amérique

latine. A noter que 80% des ventes sur le marché sont réalisées à travers le réseau ABAV (Chiffres d'affaires 3,5 milliards de dollars en 2021 vs 8,4 milliards de dollars en 2019). □
Y.S.A.



(Ph. DR)

Destination pour le cinéma aussi

LA ville de Fès a accueilli en octobre 2021 les équipes du grand producteur Steven Spielberg pour le tournage de la série «Indiana Jones».

Plusieurs centaines de techniciens et de figurants marocains avaient pris part à ce 5e opus. Ce qui a créé une réelle dynamique économique. En fait, en plus des réservations d'hôtels, les équipes de tournage avaient proposé plusieurs dizaines d'emplois temporaires aux jeunes Fassis avec des rémunérations qui varient de 200 DH à 500 DH la journée.

A noter que pour les boutiques mitoyennes des lieux de tournage, les rémunérations oscillaient entre 1.000 DH et 5.000 DH, selon la période de fermeture du magasin. Et dès la fin du tournage, les autorités ont lancé une vaste opération de restauration de Bab Semmarine, l'un des principaux quartiers que l'acteur américain vedette, Harrison Ford, rendra célèbre grâce à ce film. □





Agriculture: Un écosystème agroindustriel



La sauvegarde de la plaine du Saïss et du bassin de Sebou garantirait un bel avenir au secteur agricole à Fès. D'un investissement de 5,8 milliards de DH, ce projet fournira une réponse à la surexploitation actuelle de nappe qui enregistre un déficit annuel de 100 millions de m³/an (Ph. YSA)

■ Huile d'olive, cerises, câpres... des champions régionaux

■ Plus de 500 millions de DH de chiffre d'affaires à l'export

■ Génération green, Agritech, barrage... les projets foisonnent

L'AGRICULTURE est le premier secteur phare de la région de Fès-Meknès et le principal moteur de croissance de l'économie locale. Il lui permet d'occuper la deuxième position au niveau national, avec une contribution de 15,2% du PIB national du secteur, pour un chiffre d'affaires annuel de 506 millions de DH.

Selon les données recueillies auprès du CRI, l'écosystème agroindustriel est en pleine expansion.

En fait, le nombre d'unités agroindustrielles n'a cessé d'augmenter pour atteindre, en 2019, quelque 370 unités de trituration moderne et semi-moderne d'une capacité d'écrasement de 1.330.000 t/an, 115 unités d'entrepôts frigorifiques d'une capacité de 168.000 t (vs 90.000 en 2008), 62 unités de transformation des fruits et des légumes d'une capacité de 170.000 t, 3 unités de production d'aliments de bétail d'une capacité de 408.000 t, 4 unités lai-

tières d'une capacité de 60.000 t, 2 abattoirs de viandes rouges agréés d'une capacité de 4.400 t, 4 abattoirs privés de viandes blanches. Ces chiffres montrent bien que l'agriculture constitue un véritable levier économique pour la région avec une contribution de 21,1% au PIB régional. Elle est classée au 2e rang en termes de contribution au PIB agricole national. Ces performances sont atteintes grâce notamment à la diversité du climat et du

Sauvegarde de la plaine du Saïss

LA sauvegarde de la plaine du Saïss figure parmi les projets phares de la région. Ayant un impact direct sur les populations de Fès, Moulay Yacoub, Sefrou, Meknès, El Hajeb et Ifrane, ce projet nécessite un investissement global de l'ordre de 5,8 milliards de DH. L'objectif principal de ce projet est de fournir une réponse à la surexploitation actuelle de nappe qui enregistre un déficit annuel de 100 millions de m³/an. L'apport de l'eau superficielle est considéré comme une alterna-



tive pour limiter la pression sur la nappe. Le volume moyen annuel à transférer est d'environ 125 millions de m³. En effet, l'eau du barrage

permettrait de desservir une surface prioritaire de 30.000 ha. Ainsi, l'on pourrait arrêter l'épuisement progressif et rapide de la nappe du Saïss, causé par l'irrégularité et la baisse des précipitations entraînant une surexploitation de la nappe, sans compter le comportement des agriculteurs qui pompent sans restriction.

Pour ses initiateurs, ce projet permettra un développement agricole fondé sur une meilleure productivité de l'eau d'irrigation.

en pleine expansion

milieu naturel, la fertilité des sols, ainsi que la disponibilité des ressources hydriques souterraines et superficielles importantes. Ces potentialités confèrent à la région un cadre approprié à l'investissement et favorisent une diversité des filières de production agricole. A noter que Fès-Meknès est devenue le 3e bassin de production au niveau national, avec une superficie agricole utile de l'ordre de 1,3 million de ha, dont 15% irriguée et une dynamique agroindustrielle importante autour de filières agricoles, comme le lait, l'olivier et les céréales. Ce n'est pas fortuit si ce territoire est le 1er exportateur d'huile d'olive et de grignon, le 1er producteur de câpres (70% au niveau national), le 1er producteur de cerises, et le 1er exportateur de produits viticoles.

D'ailleurs, la déclinaison régionale de la nouvelle stratégie agri-



cole «Génération Green» (GG) trace les contours de la stratégie agricole entre 2020 et 2030. Lancée en février 2020, la stratégie GG accorde une grande importance à la valorisation de l'élément humain, en particulier les jeunes du monde rural. Cette nouvelle vision devrait permettre

au secteur agricole de doubler son PIB pour atteindre, à terme, 200 à 250 milliards de DH. Pour sa part, la valeur des exportations devra atteindre 50 à 60 milliards de DH/an. La déclinaison de cette stratégie pour la région de Fès-Meknès vise, à l'horizon 2030, de faire accéder 35.000 ménages à la classe moyenne avec une stabilisation de 49.000 ménages au niveau de cette classe. Et ce, à travers la généralisation de la couverture sociale au profit des agriculteurs et des salariés. L'objectif du département de Mohamed Sadiki est de couvrir, en 2030, un total de 530.000 ha dans la région,

dont 430.000 ha de céréales et légumineuses et 100.000 ha d'arbres fruitiers. Cet objectif sera atteint grâce à un système plus attractif pour les agriculteurs. L'amélioration de l'entrepreneuriat dans le

monde rural au profit des jeunes et l'émergence d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs agricoles. Pour le cas des entreprises de services, le programme prévoit l'amélioration du niveau de regroupement des agriculteurs par la création de 600 coopératives et l'adhésion de 4.000 agriculteurs à des projets d'agrégation. □



programme prévoit l'amélioration du niveau de regroupement des agriculteurs par la création de 600 coopératives et l'adhésion de 4.000 agriculteurs à des projets d'agrégation. □

Y.S.A.

Un pôle Agritech



DÉVELOPPÉ par l'Université Euromed de Fès (UEMF), le pôle régional d'innovation, Agritech, dont l'étude de faisabilité financée par l'Agence française de développement est en cours, et auquel sont associées la région et la wilaya de Fès-Meknès, nécessitera 16,3 millions de DH d'investissement. Ce projet ambitionne d'accompagner la montée en gamme de la filière agro-industrielle, à travers l'appui aux entrepreneurs, la promotion de

la recherche et développement et l'adaptation du tissu agricole local aux normes internationales. Il vise à contribuer à l'émergence du potentiel, insuffisamment exploité, de la région Fès-Meknès dans ses activités traditionnelles (notamment l'agroalimentaire) et le développement de relais de croissance territoriaux créateurs de richesse et d'emplois, notamment par le croisement de la recherche, de l'innovation et du développement entrepreneurial

dans les secteurs précités, pris individuellement ou en synergie. L'analyse du secteur agricole de la région de Fès-Meknès fait apparaître une multitude de contraintes qui entravent son développement et ce, malgré le fait qu'elle se positionne comme l'une des premières régions agroalimentaires du Royaume. Parmi ces freins, on note le morcellement de la propriété agricole, qui nuit à sa rentabilité et l'irrégularité de la pluviométrie ainsi que

la diminution des eaux souterraines, qui se répercutent négativement sur la surface cultivée et sur la production annuelle. A cela s'ajoutent l'érosion des sols, la désertification et l'appauvrissement du terroir en minéraux, qui entraînent une diminution des terres cultivables et une détérioration des pâturages. Pour apporter des solutions à ces défis, il est aujourd'hui d'usage de se référer à une «révolution verte 2.0». □



ECOLE SUPERIEURE
DE JOURNALISME
ET DE COMMUNICATION

— Digital & Communication Academy —

Devenez un vrai manager du monde de la **Communication** et des **Médias** à travers une formation aux normes internationales assurée par des professionnels du métier.

Master en Journalisme et Communication



Même si vous travaillez, il y a un **Master** pour vous!

ESJC EST UNE FILIALE DU GROUPE
ECO-MÉDIAS



PROGRAMME D'ÉCHANGE AVEC:



INSCRIPTIONS:

☎ 05 22 26 40 10 / 05 22 26 26 06

✉ smajdi@esjc.com

📍 37 Rue Tata Casablanca

THE KING'S COLLEGE
NEW YORK CITY



LA RADIO DES URBAINS ACTIFS

Radio partenaire:



Casablanca **92.5** • Rabat **106.9** • Marrakech **90.5** • Agadir **99.7** • Tanger **103.3**
Tétouan **87.8** • Fès **98.8** • Fès Ville Nouvelle **97.2** • Meknès **97.2** • Kénitra **106.9**
Mohammedia **92.5** • El Jadida **97.3** • Settat **106.4** • Chefchaoun **106.4** • Taounat **95.6**
Essaouira **96.8** • Safi **92.3** • Taza **103** • Tiznit **103.1** • Taroudant **104.9** • Tafraout **95.9**
Guelmim **96.8** • Tan tan **95.2** • Skhour Rhamna **92.2**

www.atlanticradio.ma



الجامعة الأورومتوسطية بفاس
EUROMED UNIVERSITY OF FES
UNIVERSITÉ EUROMED DE FÈS

Institution d'Utilité Publique à But non Lucratif

MÉDECINE

PHARMACIE

INGÉNIERIE
BIOMÉDICAL & BIOTECHNOLOGIE

INGÉNIERIE DIGITALE
& INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

INGÉNIERIE MÉCANIQUE,
ÉLECTRIQUE & CIVIL

ARCHITECTURE, DESIGN
& URBANISME

SCIENCES JURIDIQUES & POLITIQUES
DROIT DES AFFAIRES

BUSINESS & MANAGEMENT

SCIENCES
HUMAINES & SOCIALES

Préparez votre
avenir à l'UEMF !



Inscriptions ouvertes

www.ueuromed.org



Université Euromed de Fès

Route de Meknès (Rond point Bensouda), 30 000, Fès - MAROC

Tél : +212 (0) 5 38 90 90 00 - Fax : +212 (0) 5 38 90 31 38

contact@ueuromed.org / www.ueuromed.org / facebook.com/ueuromed.org